
SECTION SPÉCIALE SUR L'ACCORD DU LAC MEECH

*DOCUMENTS DU LAC MEECH**

Le but de la publication des « Documents du Lac Meech » dans ce numéro de la Revue est de contribuer à une meilleure compréhension de l'histoire constitutionnelle récente du Canada et du débat amorcé sur notre avenir constitutionnel. La Revue souhaite que ce recueil fournisse un outil de travail utile à ceux qui s'intéressent au cheminement des débats sur l'Accord. Son utilité, nous l'espérons, découlera de sa brève introduction qui trace les grandes lignes de l'histoire constitutionnelle du Canada entre avril 1987 et juin 1990, de la reproduction des documents pertinents à l'épisode Meech, et de la compilation d'une bibliographie complète sur l'Accord.

* La Revue souhaite remercier le professeur A.L.C. de Mestral de la Faculté de droit de l'Université McGill, qui fut le premier à nous proposer l'idée d'un recueil de documents portant sur l'Accord. Nous tenons également à remercier le professeur R. Janda de la Faculté de droit de l'Université McGill, qui nous a offert ses suggestions lors de la rédaction du bref historique sur l'Accord. De plus, la Revue aimerait souligner l'apport inestimable de M. Roland Paris du Bureau des relations fédérales provinciales à Ottawa qui nous a fourni divers documents et des suggestions bibliographiques. La Bibliothèque du Parlement a également contribué à la compilation de la bibliographie paraissant en fin de ce recueil.

© Revue de droit de McGill

McGill Law Journal 1992

Mode de citation: (1992) 37 R.D. McGill 144

To be cited as: (1992) 37 McGill L.J. 144

SPECIAL SECTION ON THE MEECH LAKE ACCORD

*MEECH LAKE DOCUMENTS**

By publishing "Meech Lake Documents," the Journal seeks to contribute to a better understanding of both Canada's recent constitutional history and the current debate on its constitutional future. It is the Journal's hope that persons interested in exploring the rise and fall of the Meech Lake Accord will consider this section a useful and convenient research tool. Its usefulness and convenience flow from the inclusion of a short introduction which traces the broad outlines of Canada's constitutional history between April 1987 and June 1990, the reproduction of the most relevant documents from the Meech Lake episode, and the compilation of an exhaustive bibliography on the Accord.

*The *Journal* would like to thank Prof. A.L.C. de Mestral, Faculty of Law, McGill University, for making the initial suggestion that the *Journal* publish documents pertaining to the *Accord*. We also thank Prof. R. Janda, Faculty of Law, McGill University, for his constructive editorial suggestions to the introductory essay which follows this text. In addition, the *Journal* acknowledges the invaluable assistance of Mr. Roland Paris, Federal Provincial Relations Office, Ottawa, who gratefully provided various documents for this section and made bibliographic suggestions. The Library of Parliament was also instrumental in the compilation of the bibliography appearing at the end of this section.

© McGill Law Journal 1992

Revue de droit de McGill

To be cited as: (1992) 37 McGill L.J. 144

Mode de citation: (1992) 37 R.D. McGill 144

Sommaire

Un bref historique de l'Accord du Lac Meech

Communiqué du Lac Meech du 30 avril 1987

Accord Constitutionnel de 1987

Entente Constitutionnelle de 1990

Bibliographie

* * *

Un bref historique de l'Accord du Lac Meech

L'Accord du Lac Meech¹ représenta une tentative de mettre fin au mécontentement engendré au Québec par l'adoption de la *Loi constitutionnelle de 1982*². Par cet Accord, le premier ministre Brian Mulroney espérait remplir sa promesse de permettre aux Québécois de réintégrer la famille constitutionnelle canadienne dans « l'honneur » et « l'enthousiasme »³.

Les cinq conditions que posait le Québec à cette réintégration, conditions qui avaient d'ailleurs constitué la plate-forme du premier ministre Robert Bourassa lors de l'élection provinciale de 1985, incluaient la reconnaissance du Québec comme société distincte, l'obtention d'un droit de veto à l'égard de toute réforme constitutionnelle, la garantie d'un rôle accru en matière d'immigration, la participation du Québec à la nomination des juges de la Cour suprême du Canada et la limitation du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral⁴. En août 1986, les premiers ministres canadiens s'engageaient à donner priorité à la question constitutionnelle afin de permettre au Québec d'« accepter

¹Le texte de l'Accord du Lac Meech [ci-après l'Accord], aussi appelé l'Accord constitutionnel de 1987, est reproduit ci-dessous à la p. 162 et s.

²Constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.-U.), 1982, c. 11 [ci-après *Loi constitutionnelle de 1982*].

³Le premier ministre fit une telle promesse dans son discours à Sept-Îles, Québec, le 6 août 1984. Pour une reproduction des extraits du discours, voir Bureau du Premier ministre, *Federal Statements on the Quebec Constitutional Issue*, Ottawa, Bureau du Premier ministre, 1987, Annexe 1.

⁴G. Rémillard, « Rebuilding the Relationship : Quebec and Its Confederation Partners » (séminaire tenu au Mont Gabriel, Québec, du 9 au 11 mai 1986) dans A.F. Bayefsky, éd., *Canada's Constitution Act, 1982 & Amendments: A Documentary History*, t. 2, Toronto, McGraw Hill, 1989 à la p. 945.

Synopsis

A Brief History of the *Meech Lake Accord*

Meech Lake Communiqué of April 30, 1987

1987 Constitutional Accord

1990 Constitutional Agreement

Bibliography

* * *

A Brief History of the *Meech Lake Accord*

The *Meech Lake Accord*¹ was an attempt to address Quebec's dissatisfaction with the *Constitution Act, 1982*.² In brokering the *Accord*, Prime Minister Brian Mulroney believed that he was fulfilling his promise of bringing Quebec back into the Canadian constitutional family with "honour" and "enthusiasm."³

Quebec's five demands for constitutional reform, which had been part of Premier Robert Bourassa's 1985 election platform, included: recognition of Quebec as a distinct society; a veto over further constitutional reform; entrenchment of Quebec's power over immigration; participation in the selection of Supreme Court judges; and limits on the federal government's spending power.⁴ In August 1986, Canada's First Ministers agreed to give top priority to bringing about "Quebec's full and active participation in the Canadian federation,"⁵ using Quebec's five demands as a basis for discussion.

¹The *Meech Lake Accord* [hereinafter *Accord*], also known as the *1987 Constitutional Accord*, is reprinted below at 162ff.

²Being Schedule B of the *Canada Act, 1982*, (U.K.), 1982, c. 11 [hereinafter *Constitution Act, 1982*].

³The promise that Quebec would join the Canadian constitutional family with honour and enthusiasm was contained in the Prime Minister's speech of 6 August 1984 in Sept-Îles, Quebec. For reproduction of extracts from the speech, see Office of the Prime Minister, *Federal Statements on the Quebec Constitutional Issue*, Ottawa: Prime Minister's Office, 1987, Annex 1.

⁴G. Rémillard, "Rebuilding the Relationship: Quebec and Its Confederation Partners" (seminar held at Mont Gabriel, Quebec, 9-11 May 1986) in A.F. Bayefsky, ed., *Canada's Constitution Act, 1982 & Amendments: A Documentary History*, vol. 2 (Toronto: McGraw Hill, 1989) at 945.

⁵The *Edmonton Declaration*, 12 August 1986, in Bayefsky, ed., *ibid.* at 948.

de participer pleinement, et à part entière, à la fédération canadienne »⁵, et convenaient dès lors de se servir de ces conditions comme base des négociations ultérieures.

Les premiers ministres canadiens conclurent l'*Accord du Lac Meech* le 30 avril 1987⁶. Le libellé définitif des textes fut arrêté quelques semaines plus tard alors que le premier ministre Mulroney et ses homologues provinciaux se réunissaient de nouveau à Ottawa⁷. Le Québec ratifia l'*Accord* dès le 23 juin 1987, marquant ainsi le point de départ de la période de trois ans durant laquelle toutes les législatures devaient faire de même⁸.

Le 27 août, l'ex-premier ministre Pierre Trudeau présenta ses objections à l'*Accord* devant un comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes⁹. À l'époque, les chefs autochtones et certains regroupements de défense des droits des femmes exprimèrent également leur rejet de l'*Accord*. En dépit de ces objections, le comité en recommanda la ratification¹⁰. Les opposants de l'*Accord* n'étaient ainsi pas encore parvenus à rallier l'opinion canadienne à leur cause. Dès juillet 1988, toutes les provinces, à l'exception du Manitoba et du Nouveau-Brunswick, avaient ratifié l'*Accord*.

En 1988, seule la ratification par le Manitoba semblait poser certaines difficultés. Le gouvernement néo-démocrate de Howard Pawley, signataire de l'*Accord*, avait été remplacé en mai 1988 par un gouvernement conservateur mené par Gary Filmon. Quoi qu'il en soit, le 16 décembre suivant, en dépit de la position minoritaire de son gouvernement et de doutes personnels à propos de l'*Accord*, le premier ministre Filmon introduisit en chambre une résolution en faveur de sa ratification et y accorda son soutien¹¹. Le lendemain, la Cour

⁵La déclaration d'Edmonton, 12 août 1986, reproduite dans Bayefsky, éd., *ibid.* à la p. 948.

⁶Communiqué du Lac Meech du 30 avril 1987, reproduit ci-dessous à la p. 156 et s.

⁷*Supra*, note 1.

⁸L'article 39(2) de la *Loi constitutionnelle de 1982* prévoit que les amendements réalisés par le biais de la procédure générale (art. 38(1)) ne pourront entrer en vigueur plus de trois ans après l'adoption de la résolution à l'origine de la procédure de modification. Il n'y a pas de limite expresse dans le cas des amendements requérant l'unanimité (art. 41), mais le gouvernement fédéral maintenait que l'article 39(2) s'appliquait à l'*Accord*.

⁹Trudeau attaquait principalement la tendance décentralisatrice de l'*Accord*. Voir Comité spécial pour examiner le projet de résolution d'accompagnement à l'*Accord du Lac Meech*, *Procès-verbaux et témoignages de l'entente constitutionnelle de 1987*, no 14, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1987 à la p. 14.116 et s. (Co-présidents : M. Cogger et C. Speyer).

¹⁰Comité spécial pour examiner le projet de résolution d'accompagnement à l'*Accord du Lac Meech*, *L'entente constitutionnelle : rapport du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1987 (Co-présidents : M. Cogger et C. Speyer).

¹¹Manitoba, Assemblée législative, *Debates and Proceedings*, vol. 37, no 99 à la p. 4175 et s. (16 décembre 1988). Les partis Libéral et Néo-démocrate étaient tous deux opposés à l'*Accord*. Le premier ministre Filmon craignait que la clause de la société distincte ne confère un statut particulier au Québec ou qu'elle puisse mettre en péril certains droits consacrés par la *Charte canadienne des droits et libertés*, Partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, *supra*, note 2 [ci-après *Charte*].

An agreement in principle was reached by Canada's First Ministers on the substance of Quebec's demands at Meech Lake, Quebec on April 30, 1987.⁶ A few weeks later, Prime Minister Mulroney and the provincial Premiers met in Ottawa to finalize the details and wording of the agreement.⁷ Quebec quickly ratified the *Accord* on June 23, triggering the three-year deadline for unanimous consent to constitutional amendments.⁸

On August 27, 1987, former Prime Minister Pierre Trudeau stated his objections to the *Accord* before a Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons.⁹ Aboriginal leaders and various women's organizations also expressed their opposition to the *Accord*. Despite such objections, the Committee recommended acceptance of the *Accord*.¹⁰ At this time, the *Accord*'s opponents had failed to capture much public support. By the end of July 1988, all provinces except Manitoba and New Brunswick had ratified the *Accord*.

In 1988, Manitoba appeared to be the *Accord*'s Achilles' heel. Howard Pawley's New Democratic government, a signatory to the *Accord*, was replaced in May 1988 by Gary Filmon's minority Conservative government. In spite of his government's minority position and his personal doubts about the *Accord*, Premier Filmon introduced a resolution favouring ratification in the Manitoba legislature on December 16, 1988.¹¹ A day later, the Supreme Court of Canada declared unconstitutional key sections of Quebec's Bill 101 (*Charter of the French Language*)¹² which prohibited the use of English on public signs and posters, and in commercial advertising.¹³

⁶The *Meech Lake Communiqué of 30 April 1987*, reprinted below at 156ff.

⁷*Supra*, note 1.

⁸S. 39(2) of the *Constitution Act, 1982* stipulates that amendments by the general procedure (s. 38(1)) shall not be proclaimed three years after the resolution initiating the amending procedure. There is no express time limit for amendments by unanimous consent (s. 41), but s. 39(2) was interpreted by the federal government to apply to the amendments proposed in the *Accord*.

⁹Trudeau principally attacked the decentralizing features of the *Accord*. See Special Joint Committee of the Senate and House of Commons on the 1987 Constitutional Accord, *Minutes of Proceedings and Evidence of the Special Joint Committee on the 1987 Constitutional Accord*, no. 14 (Ottawa: Queen's Printer, 1987) 14.116ff (Co-chairs: M. Cogger & C. Speyer).

¹⁰Special Joint Committee of the Senate and House of Commons on the 1987 Constitutional Accord, *The 1987 Constitutional Accord: The Report of the Special Joint Committee of the Senate and House of Commons* (Ottawa: Queen's Printer, 1987) (Co-chairs: M. Cogger & C. Speyer).

¹¹Manitoba, Legislative Assembly, *Debates and Proceedings*, vol. 37, no. 99 at 4175ff. (16 December 1988). Both the Manitoba Liberals and New Democrats were against the *Accord*. Premier Filmon feared that the distinct society clause might confer special status on Quebec or impair rights in the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, Part I of the *Constitution Act, 1982*, *supra*, note 2 [hereinafter *Charter*].

¹²Notably R.S.Q. 1977, c. C-11, ss. 58 & 69 modified by *An Act to Amend the Charter of the French Language*, S.Q. 1983, c. 56, art. 12.

¹³*Ford v. A.G. Quebec*, [1988] 2 S.C.R. 712, 54 D.L.R. (4th) 577; *Devine v. A.G. Quebec*, [1988] 2 S.C.R. 790, 55 D.L.R. (4th) 641.

suprême déclara inopérantes des dispositions importantes de la loi 101 (la *Charte de la langue française*¹²), qui prohibaient l'usage au Québec de toute autre langue que le français dans l'affichage commercial¹³.

Robert Bourassa réagit à la décision de la Cour suprême en adoptant la loi 178 qui interdisait l'affichage public et commercial « à l'extérieur ou destinés au public qui s'y trouve »¹⁴ dans une langue autre que le français. De plus, la loi 178 établissait que les langues autres que le français pouvaient être utilisées à l'intérieur des établissements dans l'affichage public et la publicité commerciale « pourvu qu'ils soient destinés uniquement au public qui s'y trouve et que le français figure de façon nettement prédominante »¹⁵. C'est par le biais de la « clause nonobstant »¹⁶ que le premier ministre Bourassa put écarter la décision de la Cour. Le premier ministre Filmon invoqua ce recours à la clause dérogatoire pour justifier sa décision de retirer la résolution en faveur de la ratification de l'*Accord* de la législature manitobaine¹⁷. Il déclara que le Manitoba ne le ratifierait pas à moins d'obtenir des garanties du Québec à l'effet que l'entente ne serait pas utilisée pour porter atteinte aux droits des minorités.

Avec le temps, le soutien à l'*Accord* commença à s'effriter. En avril 1989 Clyde Wells, un opposant déclaré de l'*Accord*, fut élu au poste de premier ministre de la province de Terre-Neuve. En octobre 1989, M. Wells envoya une lettre au premier ministre Mulroney canadien exprimant son opposition à l'*Accord*¹⁸. En premier lieu, M. Wells attaqua le processus par lequel on avait abouti à l'*Accord*, un processus qu'il jugeait peu démocratique. Selon lui, la rigidité de la formule d'amendement proposée dans l'*Accord* entraverait de futures

¹²Notamment L.R.Q. 1977, c. C-11, art. 58 et 69 mod. par *Loi modifiant la Charte de la langue française*, L.Q. 1983, c. 56, art. 12.

¹³*Ford c. P.G. Québec*, [1988] 2 R.C.S. 712, 54 D.L.R. (4th) 577 ; *Devine c. P.G. Québec*, [1988] 2 R.C.S. 790, 55 D.L.R. (4th) 641.

¹⁴*Loi modifiant la Charte de la langue française*, L.Q. 1988, c. 54, art. 1, mod. *Charte de la langue française*, L.R.Q. 1977, c. C-11, art. 58, mod. par *Loi modifiant la Charte de la langue française*, L.Q. 1983, c. 56, art. 12.

¹⁵*Ibid.*

¹⁶Art. 33 de la *Charte*.

¹⁷Dans l'Assemblée législative, le premier ministre Filmon fit la déclaration suivante :

I believe the decision made yesterday by the Government of Quebec to restrict minority language rights in that province violates the spirit of the Meech Lake Accord. In these circumstances, I have concluded that the debate on the resolution now before us and the public hearings [on the *Accord*] would not serve a useful purpose and may invite a very negative anti-Quebec backlash. Accordingly, I have advised the Prime Minister that my caucus and I cannot proceed with the debate and discussion of the accord, and in consultation with the leaders of both Opposition Parties, I will seek to have the resolution withdrawn from our Legislature.

Manitoba, Assemblée législative, *Debates and Proceedings*, vol. 37, no 1 (19 décembre 1988).

¹⁸Pour une reproduction de certains extraits de la lettre de M. Wells, voir S. Delacourt, « Must Alter Meech, Wells States Firmly in Missive to P.M. », *The [Toronto] Globe and Mail* (21 octobre 1989) Cahier A aux pp. 1-2.

Premier Bourassa's response to the Supreme Court decision was Bill 178, which prohibits commercial advertising "outside or intended for the public outside"¹⁴ to be in a language other than French. Bill 178 permits, however, languages other than French to appear on public signs and posters and commercial advertising "provided they are intended only for the public inside the establishments and that French is markedly predominant."¹⁵ Premier Bourassa also used the "notwithstanding clause"¹⁶ to override the Supreme Court's finding that languages other than French could not be excluded from appearing on commercial signs. On December 19, Premier Filmon withdrew the resolution favouring ratification from the Manitoba legislature. He justified his decision by invoking Quebec's use of the notwithstanding clause and insisted that unless Quebec gave assurances that it would not use the *Accord* to suppress minority rights, Manitoba would not ratify it.¹⁷

With the passage of time, support for the *Accord* also unravelled in other provinces. In April 1989, Clyde Wells, a known opponent of the *Accord*, was elected Premier of Newfoundland. In October 1989, in a ten-page letter to the Prime Minister,¹⁸ Premier Wells outlined his objections to the *Accord*. He believed that the process which had produced the *Accord* was fundamentally undemocratic. In addition, in his view, the amending formula proposed in the *Accord* was excessively rigid, making future constitutional change extremely difficult. He was equally convinced that the distinct society clause would undermine certain *Charter* rights and create a special legislative status for Quebec. Finally, the *Accord*'s provisions on the federal spending power, immigration and appointments to the Supreme Court of Canada were an unwise weakening of the power of the federal government. Early in 1990, British Columbia Premier Bill Vander Zalm criticized the *Accord* and proposed that all provinces be given distinct society status. On March 21, 1990, New Brunswick Premier Frank

¹⁴*An Act to Amend the Charter of the French Language*, S.Q. 1988, c. 54, art. 1, am. *Charter of the French Language*, R.S.Q. 1977, c. C-11, art. 58, mod. by *An Act to Amend the Charter of the French Language*, S.Q. 1983, c. 56, art. 12.

¹⁵*Ibid.*

¹⁶S. 33 of the *Charter*.

¹⁷In the Legislative Assembly, Premier Filmon stated that:

I believe the decision made yesterday by the Government of Quebec to restrict minority language rights in that province violates the spirit of the Meech Lake Accord. In these circumstances, I have concluded that the debate on the resolution now before us and the public hearings [on the *Accord*] would not serve a useful purpose and may invite a very negative anti-Quebec backlash. Accordingly, I have advised the Prime Minister that my caucus and I cannot proceed with the debate and discussion of the accord, and in consultation with the leaders of both Opposition Parties, I will seek to have the resolution withdrawn from our Legislature.

Manitoba, Legislative Assembly, *Debates and Proceedings*, vol. 37, no. 1 (19 December 1988).

¹⁸Extracts of Premier Wells' letter can be found in S. Delacourt, "Must Alter Meech, Wells States Firmly in Missive to P.M.," *The [Toronto] Globe and Mail* (21 October 1989) A1-A2.

réformes constitutionnelles. M. Wells soutenait également que la clause de société distincte pourrait porter atteinte à certains droits protégés par la *Charte* et, de surcroît, conférer un statut législatif particulier au Québec. En dernier lieu, il trouvait que les dispositions de l'*Accord* portant sur le pouvoir de dépenser, l'immigration, et la nomination des juges à la Cour suprême affaibliraient dangereusement le pouvoir du gouvernement fédéral. Au début de 1990, le premier ministre de la Colombie-Britannique Bill Vander Zalm critiqua aussi l'*Accord*, suggérant d'accorder à toutes les provinces un statut de société distincte. Le 21 mars suivant, le premier ministre du Nouveau-Brunswick Frank McKenna indiqua que l'appui de sa province à l'*Accord* était conditionnel à l'obtention d'un « degré d'appui nécessaire » à sa proposition de joindre une résolution d'accompagnement à l'*Accord* initial. Cette entente viserait à assurer une protection accrue aux minorités linguistiques, à impliquer les territoires dans le processus de nomination des juges à la Cour suprême et enfin, à traiter les revendications autochtones de façon prioritaire¹⁹.

La proposition du premier ministre McKenna n'était pas satisfaisante à prime abord aux gouvernements du Manitoba et de Terre-Neuve et ne fut pas bien reçue au Québec. Le premier ministre Mulroney décida néanmoins de constituer un comité de la Chambre des Communes, présidé par Jean Charest, dont le mandat serait d'étudier la possibilité d'une résolution d'accompagnement sur la base de la proposition du Nouveau-Brunswick²⁰. Le 5 avril, dans la semaine précédant le début des audiences du comité Charest, l'Assemblée nationale du Québec adopta à l'unanimité une résolution rejetant tout compromis qui pourrait mener à la dilution de l'*Accord*²¹. Le lendemain, la législature terreneuviennne rescinda sa ratification. Le rapport Charest, rendu public le 17 mai 1990, reprenait plusieurs des éléments de la proposition du Nouveau-Brunswick. On y recommandait entre autres la ratification de l'*Accord*, la participation des deux territoires au processus de sélection des sénateurs et des juges de la Cour suprême, l'adoption d'une clause qui aurait reconnu au Parlement et au gouvernement fédéral le rôle de promouvoir la dualité linguistique du Canada et finalement, l'adoption d'une résolution d'accompagnement qui aurait clarifié que la clause de société distincte ne diminuerait en rien la portée de la *Charte* et n'aurait pas pour effet de conférer au Québec des pouvoirs législatifs²².

¹⁹Voir Nouveau-Brunswick, Comité spécial de l'Accord constitutionnel de 1987, *Rapport définitif sur la modification constitutionnelle de 1987*, Frédéricton, N.-B., Le Comité, 1989 pour les détails du projet de résolution d'accompagnement. Voir également Nouveau Brunswick, Assemblée législative, vol. 1 à la p. 238 (21 mars 1990).

²⁰Comité spécial pour examiner le projet de résolution d'accompagnement à l'Accord du Lac Meech, *Rapport*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1990 à la p. 1 (Président : J. Charest) [ci-après *Rapport Charest*].

²¹Québec, Assemblée nationale, *Journal des débats*, vol. 31, no 27 aux pp. 1639-40 (5 avril 1990).

²²*Rapport Charest*, *supra*, note 20.

McKenna indicated that his province's support for the *Accord* was conditional upon the "necessary degree of support" for a "companion accord" on subsequent amendments which, among other things, would strengthen protection of linguistic minorities, give the territories a role in appointing Supreme Court judges and senators, make it unnecessary for all provinces to agree on the establishment of new provinces, and commit the First Ministers to inviting aboriginal representatives and the territorial governments to annual constitutional conferences on matters that directly affected aboriginal peoples.¹⁹

Premier McKenna's proposal for a companion accord did not fully satisfy the demands of Manitoba or Newfoundland and was not well-received in Quebec. Nevertheless, the Prime Minister decided to establish a Special Committee of the House of Commons, headed by Jean Charest, whose mandate was to study the idea of a companion resolution on the New Brunswick model.²⁰ On April 5, one week before the Charest Committee commenced its deliberations, the Quebec National Assembly passed a resolution rejecting any attempt to dilute the *Accord*.²¹ The following day, the Newfoundland legislature rescinded its support for the *Accord*. The Charest Report, which was released on May 17, 1990, endorsed many elements of New Brunswick's proposal. Among other things, the Report called for ratification of the *Accord*, and agreed with New Brunswick's recommendations for the territories to participate in the selection of senators and Supreme Court judges, for Parliament and the federal government to promote Canada's linguistic duality and for the distinct society clause to be clarified in such a manner that it neither impaired the Charter nor conferred special legislative powers to Quebec.²²

The Charest Report was rejected by the Quebec government and caused several Quebec M.P.s including the federal Environment Minister at the time, Mr. Lucien Bouchard, to leave the Progressive Conservative Party. With the June 23 deadline quickly approaching, Prime Minister Mulroney summoned the provincial Premiers to Ottawa on June 3 in a last-ditch attempt to save the *Accord* from defeat. On June 9, Canada's First Ministers announced that they had reached an agreement. Among the many elements of the *1990 Constitutional Agreement* was an undertaking by the Premiers of Manitoba, New Brunswick and Newfoundland to submit the *Accord* "for appropriate legislative or

¹⁹Details of New Brunswick's proposal for a companion resolution can be found in New Brunswick, Select Committee on the 1987 Constitutional Accord, *Final Report on the Constitution Amendment, 1987* (Fredericton, N.B.: The Committee, 1989). New Brunswick's requirement that its companion resolution obtain a "necessary degree of support" can be found in Premier McKenna's speech in New Brunswick, Legislative Assembly, *Journal of Debates*, vol. 1 at 238 (21 March 1990).

²⁰Special Committee to Study the Proposed Companion Resolution to the Meech Lake Accord, *Report* (Ottawa: Queen's Printer, 1990) 1 (Chair: J. Charest) [hereinafter *Charest Report*].

²¹Quebec, National Assembly, *Journal des débats*, vol. 31, no. 27 at 1639-40 (5 April 1990).

²²*Charest Report*, supra, note 20.

Le rapport Charest fut rejeté par le Québec et incita quelques députés fédéraux, dont le ministre de l'environnement Lucien Bouchard, à quitter le parti Progressiste Conservateur. À l'approche de l'échéancier du 23 juin, le premier ministre Mulroney convoqua ses homologues provinciaux à Ottawa le 3 juin 1990 dans un ultime effort en vue de sauver l'*Accord*. Le 9 juin, après six jours de discussions intenses, les premiers ministres annoncèrent qu'ils étaient parvenus à une entente. Parmi les nombreux éléments que comprenait l'*Entente constitutionnelle de 1990*, on trouvait un engagement des premiers ministres du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve de soumettre l'*Accord* à leurs législatures respectives en vue de le ratifier avant le 23 juin²³. L'Entente établit certains principes qui guideraient la réforme du Sénat, incluait une section portant sur de « Futures modifications constitutionnelles » et établissait l'ordre du jour de futures discussions constitutionnelles²⁴. Enfin, une opinion juridique émise par des experts constitutionnels, suggérant que la clause de la société distincte ne portait pas atteinte aux droits contenus à la *Charte*, fut également annexée à l'entente²⁵.

Le Nouveau-Brunswick ratifia l'*Accord* le 15 juin. Au Manitoba cependant, le seul député autochtone de la législature, Elijah Harper, se fit le porte-parole des peuples autochtones qui voyaient dans l'*Accord* un autre exemple de leur « exclusion historique » et utilisa des tactiques procédurales afin de bloquer le débat d'adoption²⁶. Malgré les demandes en ce sens formulées par les premiers ministres Mulroney et Bourassa, le premier ministre Filmon ne chercha pas à amender les règles de procédure afin d'adopter l'*Accord* dans les délais. Quand il devint clair que le Manitoba ne pourrait se prononcer sur l'*Accord*, le premier ministre Wells, qui avait refusé d'endosser l'*Accord* et l'*Entente* personnellement, ajourna le débat dans la législature terreneuviennne. Ainsi, faute d'avoir obtenu les soutiens nécessaires, l'*Accord du Lac Meech*, qui semblait pourtant promis à la ratification en 1987, expira au soir du 23 juin 1990.

²³Voir le texte de l'*Entente constitutionnelle de 1990*, reproduite ci-dessous à la p. 180 et s.

²⁴*Ibid.*

²⁵*Ibid.*

²⁶Manitoba, Assemblée législative, *Debates and Proceedings*, vol. 38, no 151-153 (20-22 juin 1990).

public consideration and to use every possible effort to achieve decision by June 23 1990.”²³ The Agreement also covered issues pertaining to Senate reform, contained a section entitled “Further Constitutional Amendments” and items which would appear on the agenda for future constitutional negotiations.²⁴ A legal opinion by constitutional experts which expressed the view that the distinct society clause would not attenuate *Charter* rights was attached to the Agreement.²⁵

New Brunswick passed the *Accord* on June 15, but in the Manitoba legislature the sole native member, Elijah Harper, presenting the *Accord* as another example of the “historical exclusion of aboriginal peoples” in Canada, used procedural tactics to block debate.²⁶ Premier Filmon’s government rejected suggestions from the Prime Minister and Premier Bourassa to change the rules of the Manitoba legislature and scuttle public hearings in order to pass the *Accord*. When it became clear that Manitoba would not vote on the *Accord*, Premier Wells, who had refused to personally endorse the *Accord* and the *1990 Constitutional Agreement*, adjourned the debate in the Newfoundland legislature.

The *Meech Lake Accord*, which in 1987 seemed certain to be ratified, died on June 23, 1990.

²³See text of the *1990 Constitutional Agreement* below at 180ff.

²⁴*Ibid.*

²⁵*Ibid.*

²⁶Manitoba, Legislative Assembly, *Debates and Proceedings*, vol. 38, no. 151-153 (20-22 June 1990).

Communiqué du Lac Meech du 30 avril 1987

Réunis aujourd'hui en conférence au Lac Meech, le Premier ministre du Canada et les premiers ministres des dix provinces canadiennes sont convenus de donner instruction à des légistes de traduire en un texte constitutionnel l'entente de principe qui se trouve dans le document ci-joint.

Ils sont également convenus de tenir d'ici quelques semaines une conférence constitutionnelle pour sanctionner un texte formel visant à permettre au Québec de reprendre sa place, à part entière, dans l'évolution constitutionnelle canadienne.

Caractère Distinct du Québec

(1) L'interprétation de la Constitution du Canada doit concorder avec

a) la reconnaissance que l'existence d'un Canada francophone, concentré mais non limité au Québec, et celle d'un Canada anglophone, concentré dans le reste du pays mais présent au Québec, constituent une caractéristique fondamentale de la fédération canadienne ;

b) la reconnaissance que le Québec forme au sein du Canada une société distincte.

(2) Le Parlement et les législatures des provinces, dans l'exercice de leurs compétences respectives, prennent l'engagement de protéger la caractéristique fondamentale du Canada mentionnée au paragraphe (1)a).

(3) L'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec ont le rôle de protéger et de promouvoir le caractère distinct de la société québécoise mentionné au paragraphe (1)b).

Immigration

– Prévoir dans la Constitution qu'à la requête d'une province, le gouvernement du Canada négociera, en matière d'immigration, une entente qui réponde aux besoins et aux circonstances particulières de cette province et pourra, sur demande, la constitutionnaliser une fois conclue ;

– établir l'obligation de reconnaître dans ces ententes le pouvoir du gouvernement fédéral de fixer des normes et des objectifs nationaux en matière d'immigration, en particulier son droit de définir les catégories générales d'immigrants, d'établir les niveaux globaux d'immigration et de désigner comme inadmissibles certaines catégories de personnes ;

Meech Lake Communiqué of April 30, 1987

At their meeting today at Meech Lake, the Prime Minister and the ten Premiers agreed to ask officials to transform into a constitutional text the agreement in principle found in the attached document.

First Ministers also agreed to hold a constitutional conference within weeks to approve a formal text intended to allow Quebec to resume its place as a full participant in Canada's constitutional development.

Quebec's Distinct Society

- (1) The Constitution of Canada shall be interpreted in a manner consistent with
 - a) the recognition that the existence of French-speaking Canada, centred in but not limited to Quebec, and English-speaking Canada, concentrated outside Quebec but also present in Quebec, constitutes a fundamental characteristic of Canada; and
 - b) the recognition that Quebec constitutes within Canada a distinct society.
- (2) Parliament and the provincial legislatures, in the exercise of their respective powers, are committed to preserving the fundamental characteristic of Canada referred to in paragraph (1)(a).
- (3) The role of the legislature and Government of Quebec to preserve and promote the distinct identity of Quebec referred to in paragraph (1)(b) is affirmed.

Immigration

- Provide under the Constitution that the Government of Canada shall negotiate an immigration agreement appropriate to the needs and circumstances of a province that so requests and that, once concluded, the agreement may be entrenched at the request of the province;
- such agreements must recognize the federal government's power to set national standards and objectives relating to immigration, such as the ability to determine general categories of immigrants, to establish overall levels of immigration and prescribe categories of inadmissible persons;

– préciser qu'en vertu des dispositions qui précèdent, le gouvernement fédéral conclura en premier lieu avec le Québec une entente qui :

- incorporera les principes de l'entente Cullen-Couture en ce qui concerne la sélection à l'étranger et au pays des immigrants indépendants, des visiteurs admis pour soins médicaux, des étudiants et des travailleurs temporaires, et la sélection des réfugiés à l'étranger ainsi que les critères économiques régissant la réunification des familles et les parents aidés :
- garantira au Québec, à l'intérieur du total annuel établi par le gouvernement fédéral pour l'ensemble du Canada, un nombre d'immigrants, incluant les réfugiés, proportionnel à sa part de la population canadienne, avec droit de dépasser ce chiffre de 5 pour cent pour des raisons démographiques ; et
- engagera le Canada à se retirer de tout service (à l'exception des services relatifs à la citoyenneté) en matière de réception et d'intégration (y compris l'intégration linguistique et culturelle) des ressortissants étrangers, lorsque des services sont fournis par le Québec, pareil retrait devant s'accompagner d'une juste compensation ;

– rien dans la présente ne saurait empêcher la négociation d'ententes semblables avec d'autres provinces.

Cour Suprême du Canada

– Constitutionnaliser la Cour suprême ainsi que l'obligation de nommer au moins trois de ses neuf juges à même le Barreau civil ;

– stipuler qu'advenant une vacance à la Cour suprême, le gouvernement fédéral nommera, à même une liste de noms proposés par les provinces, une personne dont la candidature lui agréée.

Pouvoir de Dépenser

– Stipuler que le Canada doit accorder une juste compensation à toute province qui ne participe pas à un nouveau programme national à frais partagés dans un domaine de compétence provinciale exclusive si cette province met en oeuvre de son propre chef une initiative ou un programme compatible avec les objectifs nationaux.

Formule de Modification

– Maintenir la formule générale de modification constitutionnelle prévue actuellement à l'article 38, qui exige le consentement du Parlement et celui des assemblées législatives d'au moins deux tiers des provinces représentant au moins cinquante pour cent de la population ;

– under the foregoing provisions, conclude in the first instance an agreement with Quebec that would:

- incorporate the principles of the Cullen-Couture agreement on the selection abroad and in Canada of independent immigrants, visitors for medical treatment, students and temporary workers, and on the selection of refugees abroad and economic criteria for family reunification and assisted relatives;
- guarantee that Quebec will receive a number of immigrants, including refugees, within the annual total established by the federal government for all of Canada proportionate to its share of the population of Canada, with the right to exceed that figure by 5% for demographic reasons; and
- provide an undertaking by Canada to withdraw services (except citizenship services) for the reception and integration (including linguistic and cultural) of all foreign nationals wishing to settle in Quebec where services are to be provided by Quebec, with such withdrawal to be accompanied by reasonable compensation;

– nothing in the foregoing should be construed as preventing the negotiation of similar agreements with other provinces.

Supreme Court of Canada

– Entrench the Supreme Court and the requirement that at least three of the nine justices appointed be from the civil bar;

– provide that, where there is a vacancy on the Supreme Court, the federal government shall appoint a person from a list of candidates proposed by the provinces and who is acceptable to the federal government.

Spending Power

– Stipulate that Canada must provide reasonable compensation to any province that does not participate in a future national shared-cost program in an area of exclusive provincial jurisdiction if that province undertakes its own initiative on programs compatible with national objectives.

Amending Formula

– Maintain the current general amending formula set out in section 38, which requires the consent of Parliament and at least two-thirds of the provinces representing at least fifty percent of the population;

- accorder une compensation raisonnable dans tous les cas où une province se dissocie d'une modification portant transfert d'une compétence provinciale au Parlement ;
- étant donné l'impossibilité de se dissocier d'une modification touchant les questions énumérées à l'article 42 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, exiger à cet égard le consentement du Parlement et de toutes les provinces.

Deuxième Ronde

- Rendre obligatoire la tenue au moins chaque année d'une Conférence des premiers ministres sur la Constitution, la première devant avoir lieu dans les 12 mois suivant la proclamation de la présente modification constitutionnelle, au plus tard d'ici la fin de 1988 ;
- inscrire dans la Constitution les points suivants à l'ordre du jour ;
 - 1) la réforme du Sénat, notamment :
 - les fonctions et le rôle du Sénat ;
 - les pouvoirs du Sénat ;
 - le mode de sélection des sénateurs ;
 - la répartition des sièges au Sénat ;
 - 2) les rôles et les responsabilités en matière de pêche ; et
 - 3) toute autre question dont on aura convenu ;
- consacrer dans la Constitution la Conférence annuelle des premiers ministres sur l'économie prévue actuellement par le Protocole d'entente de février 1985 ;
- tant que la Constitution n'aura pas été modifiée en ce qui concerne le Sénat, le gouvernement fédéral nommera, à même une liste de noms proposés par la province où une vacance se produit, une personne dont la candidature lui agréée.

- guarantee reasonable compensation in all cases where a province opts out of an amendment transferring provincial jurisdiction to Parliament;
- because opting out of constitutional amendments to matters set out in section 42 of the *Constitution Act, 1982* is not possible, require the consent of Parliament and all the provinces for such amendments.

Second Round

- Require that a First Ministers' Conference on the Constitution be held not less than once per year and that the first be held within twelve months of proclamation of this amendment but not later than the end of 1988;
- entrench in the Constitution the following items on the agenda:
 - 1) Senate reform including:
 - the functions and role of the Senate;
 - the powers of the Senate;
 - the method of selection of Senators;
 - the distribution of Senate seats;
 - 2) fisheries roles and responsibilities; and
 - 3) other agreed upon matters;
- entrench in the Constitution the annual First Ministers' Conference on the Economy now held under the terms of the February 1985 Memorandum of Agreement;
- until constitutional amendments regarding the Senate are accomplished the federal government shall appoint persons from lists of candidates provided by provinces where vacancies occur and who are acceptable to the federal government.

Accord Constitutionnel de 1987

Les premiers ministres du Canada et des provinces, considérant :

qu'à leur réunion d'Ottawa, ils ont conclu à l'unanimité un accord sur des modifications constitutionnelles propres à assurer la participation pleine et entière du Québec à l'évolution constitutionnelle du Canada dans le respect du principe de l'égalité de toutes les provinces et, par de nouveaux arrangements, à renforcer l'harmonie et la coopération entre le gouvernement du Canada et ceux des provinces, ainsi que sur la tenue de conférences annuelles des premiers ministres sur l'économie canadienne et sur toute autre question appropriée et de conférences constitutionnelles annuelles des premiers ministres, la première devant avoir lieu le 31 décembre 1988 au plus tard ;

qu'ils ont pris, à l'unanimité également, des engagements complémentaires à propos de certaines de ces modifications,

prennent, en leur propre nom et en celui des gouvernements qu'il représentent, les engagements suivants :

1. Les premiers ministres du Canada et des provinces déposeront ou feront déposer respectivement devant le Sénat et la Chambre des communes et devant les assemblées législatives, dans les meilleurs délais, la résolution dont le texte figure en annexe et autorisant la modification de la Constitution du Canada par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada.

2. Dans les meilleurs délais, le gouvernement du Canada conclura avec celui du Québec une entente qui :

(a) incorporera les principes de l'entente Cullen-Couture en ce qui concerne la sélection à l'étranger et au Canada des immigrants indépendants, des visiteurs admis pour soins médicaux, des étudiants et des travailleurs temporaires, et la sélection des réfugiés à l'étranger ainsi que les critères économiques régissant la réunification des familles et les parents aidés ;

(b) garantira au Québec, sur le total annuel établi par le gouvernement fédéral pour l'ensemble du Canada, un nombre d'immigrants, y compris les réfugiés, proportionnel à sa part de la population canadienne, avec droit de dépasser ce chiffre de cinq pour cent pour des raisons démographiques ;

(c) engagera le Canada à retirer les services — à l'exception de ceux qui sont relatifs à la citoyenneté — de réception et d'intégration, y compris l'intégration linguistique et culturelle, des ressortissants étrangers désireux de s'établir au Québec lorsque des services sont fournis par le Québec, pareil retrait devant s'accompagner d'une juste compensation.

1987 Constitutional Accord

WHEREAS first ministers, assembled in Ottawa, have arrived at a unanimous accord on constitutional amendments that would bring about the full and active participation of Quebec in Canada's constitutional evolution, would recognize the principle of equality of all the provinces, would provide new arrangements to foster greater harmony and cooperation between the Government of Canada and the governments of the provinces and would require that annual first ministers' conferences on the state of the Canadian economy and such other matters as may be appropriate be convened and that annual constitutional conferences composed of first ministers be convened commencing not later than December 31, 1988.

AND WHEREAS first ministers have also reached unanimous agreement on certain additional commitments in relation to some of those amendments;

NOW THEREFORE the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces commit themselves and the governments they represent to the following:

1. The Prime Minister of Canada will lay or cause to be laid before the Senate and House of Commons, and the first ministers of the provinces will lay or cause to be laid before their legislative assemblies, as soon as possible, a resolution, in the form appended hereto, to authorize a proclamation to be issued by the Governor General under the Great Seal of Canada to amend the Constitution of Canada.
2. The Government of Canada will, as soon as possible, conclude an agreement with the Government of Quebec that would
 - (a) incorporate the principles of the Cullen-Couture agreement on the selection abroad and in Canada of independent immigrants, visitors for medical treatment, students, and temporary workers, and on the selection of refugees abroad and economic criteria for family reunification and assisted relatives.
 - (b) guarantee that Quebec will receive a number of immigrants, including refugees, within the annual total established by the federal government for all of Canada proportionate to its share of the population of Canada, with the right to exceed that figure by five per cent for demographic reasons, and
 - (c) provide an undertaking by Canada to withdraw services (except citizenship services) for the reception and integration (including linguistic and cultural) of all foreign nationals wishing to settle in Quebec where services are to be provided by Quebec, with such withdrawal to be accompanied by reasonable compensation.

Le gouvernement du Canada et celui du Québec prendront ensuite les mesures nécessaires pour donner, conformément au projet de modification, force de loi à l'entente.

3. Le présent accord ne saurait empêcher la négociation d'ententes semblables avec d'autres provinces en matière d'immigration et d'admission temporaire des ressortissants étrangers.

4. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la modification relative aux nominations au Sénat, les personnes nommées aux sièges vacants au Sénat seront choisies parmi celles qui auront été proposées par le gouvernement de la province à représenter et agréées par le Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Motion de Résolution Autorisant la Modification de la Constitution du Canada

Attendu :

que la *Loi constitutionnelle de 1982* est entrée en vigueur le 17 avril 1982, à la suite d'un accord conclu entre le Canada et toutes les provinces, sauf le Québec ;

que, selon le gouvernement du Québec, l'adoption de modifications visant à donner effet à ses cinq propositions de révision constitutionnelle permettrait au Québec de jouer pleinement de nouveau son rôle dans les instances constitutionnelles canadiennes ;

que le projet de modification figurant en annexe présente les modalités d'un règlement relatif aux cinq propositions du Québec ;

que le projet reconnaît le principe de l'égalité de toutes les provinces et prévoit, d'une part, de nouveaux arrangements propres à renforcer l'harmonie et la coopération entre le gouvernement du Canada et ceux des provinces, d'autre part la tenue de conférences consacrées à l'étude d'importantes questions constitutionnelles, économiques et autres ; .

que le projet porte en partie sur des questions visées à l'article 41 de la *Loi constitutionnelle de 1982* ;

que cet article prévoit que la Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province,

(le Sénat) (la Chambre des communes) (l'assemblée législative) a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

and the Government of Canada and the Government of Quebec will take the necessary steps to give the agreement the force of law under the proposed amendment relating to such agreements.

3. Nothing in this Accord should be construed as preventing the negotiation of similar agreements with other provinces relating to immigration and the temporary admission of aliens.

4. Until the proposed amendment relating to appointments to the Senate comes into force, any person summoned to fill a vacancy in the Senate shall be chosen from among persons whose names have been submitted by the government of the province to which the vacancy relates and must be acceptable to the Queen's Privy Council for Canada.

Motion for a Resolution to Authorize an Amendment to the Constitution of Canada

WHEREAS the *Constitution Act, 1982* came into force on April 17, 1982, following an agreement between Canada and all the provinces except Quebec;

AND WHEREAS the Government of Quebec has established a set of five proposals for constitutional change and has stated that amendments to give effect to those proposals would enable Quebec to resume a full role in the constitutional councils of Canada;

AND WHEREAS the amendment proposed in the schedule hereto sets out the basis on which Quebec's five constitutional proposals may be met;

AND WHEREAS the amendment proposed in the schedule hereto also recognizes the principle of the equality of all the provinces, provides new arrangements to foster greater harmony and cooperation between the Government of Canada and the governments of the provinces and requires that conferences be convened to consider important constitutional, economic and other issues;

AND WHEREAS certain portions of the amendment proposed in the schedule hereto relate to matters referred to in section 41 of the *Constitution Act, 1982*;

AND WHEREAS section 41 of the *Constitution Act, 1982* provides that an amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and the House of Commons and of the legislative assembly of each province.

NOW THEREFORE the (Senate) (House of Commons) (legislative assembly) resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by Her Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the schedule hereto.

Annexe

Modification Constitutionnelle de 1987

Loi constitutionnelle de 1867

1. La *Loi constitutionnelle de 1867* est modifiée par insertion, après l'article 1, de ce qui suit :
 2. (1) Toute interprétation de la Constitution du Canada doit concorder avec :
 - a) la reconnaissance de ce que l'existence de Canadiens d'expression française, concentrés au Québec mais présents aussi dans le reste du pays, et de Canadiens d'expression anglaise, concentrés dans le reste du pays mais aussi présents au Québec, constitue une caractéristique fondamentale du Canada ;
 - b) la reconnaissance de ce que le Québec forme au sein du Canada une société distincte.
 - (2) Le Parlement du Canada et les législatures des provinces ont le rôle de protéger la caractéristique fondamentale du Canada visée à l'alinéa (1)(a).
 - (3) La législature et le gouvernement du Québec ont le rôle de protéger et de promouvoir le caractère distinct du Québec visé à l'alinéa (1)(b).
 - (4) Le présent article n'a pas pour effet de déroger aux pouvoirs, droits ou privilèges du Parlement ou du gouvernement du Canada, ou des législatures ou des gouvernements des provinces, y compris à leurs pouvoirs, droits ou privilèges en matière de langue.
2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 24, de ce qui suit :
 25. (1) En cas de vacance au Sénat, le gouvernement de la province à représenter peut proposer au Conseil privé de la Reine pour le Canada des personnes susceptibles d'être nommées au siège vacant.
 - (2) Jusqu'à la modification, faite conformément à l'article 41 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, de toute disposition de la Constitution du Canada relative au Sénat, les personnes nommées aux sièges vacants au Sénat sont choisies parmi celles qui ont été proposées par le gouvernement de la province à représenter et agréées par le Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Schedule
Constitution Amendment, 1987

Constitution Act, 1867

1. The *Constitution Act, 1867* is amended by adding thereto, immediately after section 1 thereof, the following section:

2. (1) The Constitution of Canada shall be interpreted in a manner consistent with

(a) the recognition that the existence of French-speaking Canadians, centred in Quebec but also present elsewhere in Canada, and English-speaking Canadians, concentrated outside Quebec but also present in Quebec, constitutes a fundamental characteristic of Canada; and

(b) the recognition that Quebec constitutes within Canada a distinct society.

(2) The role of the Parliament of Canada and the provincial legislatures to preserve the fundamental characteristics of Canada referred to in paragraph (1)(a) is affirmed.

(3) The role of the legislature and Government of Quebec to preserve and promote the distinct identity of Quebec referred to in paragraph (1)(b) is affirmed.

(4) Nothing in this section derogates from the powers, rights or privileges of Parliament or the Government of Canada, or of the legislatures or governments of the provinces, including any powers, rights or privileges relating to language.

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 24 thereof, the following section:

25. (1) Where a vacancy occurs in the Senate, the government of the province to which the vacancy relates may, in relation to that vacancy, submit to the Queen's Privy Council for Canada the names of persons who may be summoned to the Senate.

(2) Until an amendment to the Constitution of Canada is made in relation to the Senate pursuant to section 41 of the *Constitution Act, 1982*, the person summoned to fill a vacancy in the Senate shall be chosen from among persons whose names have been submitted under subsection (1) by the government of the province to which the vacancy relates and must be acceptable to the Queen's Privy Council for Canada.

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 95, de ce qui suit :

Accords relatifs à l'immigration et aux aubains

95A. Sur demande du gouvernement d'une province, le gouvernement du Canada négocie avec lui en vue de conclure, en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province, un accord adapté aux besoins et à la situation particulière de celle-ci.

95B. (1) Tout accord conclu entre le Canada et une province en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province a, une fois faite la déclaration visée au paragraphe 95C(1), force de loi et a dès lors effet indépendamment tant du point 25 de l'article 91 que de l'article 95.

(2) L'accord ayant ainsi force de loi n'a d'effet que dans la mesure de sa compatibilité avec les dispositions des lois du Parlement du Canada qui fixent des normes et objectifs nationaux relatifs à l'immigration et aux aubains, notamment en ce qui concerne l'établissement des catégories générales d'immigrants, les niveaux d'immigration du Canada et la détermination des catégories de personnes inadmissibles au Canada.

(3) La *Charte canadienne des droits et libertés* s'applique aux accords ayant ainsi force de loi et à toute mesure prise sous leur régime par le Parlement ou le gouvernement du Canada ou par la législature ou le gouvernement d'une province.

95C. (1) La déclaration portant qu'un accord visé au paragraphe 95B(1) a force de loi se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord.

(2) La modification d'un accord visé au paragraphe 95B(1) se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée :

a) soit par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord ;

b) soit selon les modalités prévues dans l'accord même.

3. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 95 thereof, the following heading and sections:

Agreements on Immigration and Aliens

- 95A.** The Government of Canada shall, at the request of the government of any province, negotiate with the government of that province for the purpose of concluding an agreement relating to immigration or the temporary admission of aliens into the province that is appropriate to the needs and circumstances of that province.
- 95B.** (1) Any agreement concluded between Canada and a province in relation to immigration or the temporary admission of aliens into that province has the force of law from the time it is declared to do so in accordance with subsection 95C(1) and shall from that time have effect notwithstanding class 25 of section 91 or section 95.
- (2) An agreement that has the force of law under subsection (1) shall have effect only so long and so far as it is not repugnant to any provision of an Act of the Parliament of Canada that sets national standards and objectives relating to immigration or aliens, including any provision that establishes general classes of immigrants or relates to levels of immigration for Canada or that prescribes classes of individuals who are inadmissible into Canada.
- (3) The *Canadian Charter of Rights and Freedoms* applies in respect of any agreement that has the force of law under subsection (1) and in respect of anything done by the Parliament or Government of Canada, or the legislature or government of a province, pursuant to any such agreement.
- 95C.** (1) A declaration that an agreement referred to in subsection 95B(1) has the force of law may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada only where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of the province that is a party to the agreement.
- (2) An amendment to an agreement referred to in subsection 95B(1) may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada only where so authorized.
- (a) by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of the province that is a party to the agreement; or
- (b) in such other manner as is set out in the agreement.

- 95D.** Les articles 46 à 48 de la *Loi constitutionnelle de 1982* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute déclaration faite aux termes du paragraphe 95C(1), à toute modification d'un accord faite aux termes du paragraphe 95C(2) ou à toute modification faite aux termes de l'article 95E.
- 95E.** Les articles 95A à 95D ou le présent article peuvent être modifiés conformément au paragraphe 38(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982*, à condition que la modification soit autorisée par des résolutions des assemblées législatives de toutes les provinces qui sont, à l'époque de celle-ci, parties à un accord ayant force de loi aux termes du paragraphe 95B(1).
4. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 95, de ce qui suit :
- Dispositions générales*
5. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 101, de ce qui suit :
- Tribunaux créés par le Parlement du Canada*
6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 101, de ce qui suit :
- Cour suprême du Canada*
- 101A.** (1) La cour qui existe sous le nom de Cour suprême du Canada est maintenue à titre de cour générale d'appel pour le Canada et de cour additionnelle propre à améliorer l'application des lois du Canada. Elle conserve ses attributions de cour supérieure d'archives.
- (2) La Cour suprême du Canada se compose du juge en chef, appelé juge en chef du Canada, et de huit autres juges, que nomme le gouverneur général en conseil par lettres patentes sous le grand sceau.
- 101B.** (1) Les juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau d'une province ou d'un territoire, ont, pendant au moins dix ans au total, été juges de n'importe quel tribunal du pays ou inscrites au barreau de n'importe quelle province ou de n'importe quel territoire.
- (2) Au moins trois des juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau du Québec, ont, pendant au moins dix ans au total, été inscrites à ce barreau ou juges d'un tribunal du Québec ou d'un tribunal créé par le Parlement du Canada.

95D. Sections 46 to 48 of the *Constitution Act, 1982* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of any declaration made pursuant to subsection 95C(1), any amendment to an agreement made pursuant to subsection 95C(2) or any amendment made pursuant to section 95E.

95E. An amendment to sections 95A to 95D or this section may be made in accordance with the procedure set out in subsection 38(1) of the *Constitution Act, 1982*, but only if the amendment is authorized by resolutions of the legislative assemblies of all the provinces that are, at the time of the amendment, parties to an agreement that has the force of law under subsection 95B(1).

4. The said Act is further amended by adding thereto, immediately preceding section 96 thereof, the following heading:

General

5. The said Act is further amended by adding thereto, immediately preceding section 101 thereof, the following heading:

Courts Established by the Parliament of Canada

6. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 101 thereof, the following heading and sections:

Supreme Court of Canada

101A. (1) The court existing under the name of the Supreme Court of Canada is hereby continued as the general court of appeal for Canada, and as an additional court for the better administration of the laws of Canada, and shall continue to be a superior court of record.

(2) The Supreme Court of Canada shall consist of a chief justice to be called the Chief Justice of Canada and eight other judges, who shall be appointed by the Governor General in Council by letters patent under the Great Seal.

101B. (1) Any person may be appointed a judge of the Supreme Court of Canada who, after having been admitted to the bar of any province or territory, has, for a total of at least ten years, been a judge of any court in Canada or a member of the bar of any province or territory.

(2) At least three judges of the Supreme Court of Canada shall be appointed from among persons who, after having been admitted to the bar of Quebec, have, for a total of at least ten years, been judges of any court of Quebec or of any court established by the Parliament of Canada, or members of the bar of Quebec.

101C. (1) En cas de vacance à la Cour suprême du Canada, le gouvernement de chaque province peut proposer au ministre fédéral de la Justice, pour la charge devenue vacante, des personnes admises au barreau de cette province et remplissant les conditions visées à l'article 101B.

(2) Le gouverneur général en conseil procède aux nominations parmi les personnes proposées et qui agrément au Conseil privé de la Reine pour le Canada ; le présent paragraphe ne s'applique pas à la nomination du juge en chef dans le cas où il est choisi parmi les juges de la Cour suprême du Canada.

(3) Dans le cas de chacune des trois nominations à faire conformément au paragraphe 101B(2), le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement du Québec.

(4) Dans le cas de toute autre nomination, le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement d'une autre province que le Québec.

101D. Les articles 99 et 100 s'appliquent aux juges de la Cour suprême du Canada.

101E. (1) Sous réserve que ne soient pas adoptées, dans les matières visées à l'article 101, de dispositions incompatibles avec les articles 101A à 101D, ceux-ci n'ont pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative conférée au Parlement du Canada en ces matières.

(2) Il est entendu que l'article 101A n'a pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative du Parlement du Canada en ce qui concerne le renvoi à la Cour suprême du Canada des questions de droit ou de fait, ou de toute autre question.

7. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 106, de ce qui suit :

106A. (1) Le gouvernement du Canada fournit une juste compensation au gouvernement d'une province qui choisit de ne pas participer à un programme national cofinancé qu'il établit après l'entrée en vigueur du présent article dans un secteur de compétence exclusive provinciale, si la province applique un programme ou une mesure compatible avec les objectifs nationaux.

(2) Le présent article n'élargit pas les compétences législatives du Parlement du Canada ou des législatures des provinces.

101C. (1) Where a vacancy occurs in the Supreme Court of Canada, the government of each province may, in relation to that vacancy, submit to the Minister of Justice of Canada the names of any of the persons who have been admitted to the bar of that province and are qualified under section 101B for appointment to that court.

(2) Where an appointment is made to the Supreme Court of Canada, the Governor in Council shall, except where the Chief Justice is appointed from among members of the Court, appoint a person whose name has been submitted under subsection (1) and who is acceptable to the Queen's Privy Council for Canada.

(3) Where an appointment is made in accordance with subsection (2) of any of the three judges necessary to meet the requirement set out in subsection 101B(2), the Governor General in Council shall appoint a person whose name has been submitted by the Government of Quebec.

(4) Where an appointment is made in accordance with subsection (2) otherwise than as required under subsection (3), the Governor General in Council shall appoint a person whose name has been submitted by the government of a province other than Quebec.

101D. Sections 99 and 100 apply in respect of the judges of the Supreme Court of Canada.

101E. (1) Sections 101A and 101D shall not be construed as abrogating or derogating from the powers of the Parliament of Canada to make laws under section 101 except to the extent that such laws are inconsistent with those sections.

(2) For greater certainty, section 101A shall not be construed as abrogating or derogating from the powers of the Parliament of Canada to make laws relating to the reference of questions of law or fact, or any other matters, to the Supreme Court of Canada.

7. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 106 thereof, the following section:

106A. (1) The Government of Canada shall provide reasonable compensation to the government of a province that chooses not to participate in a national shared-cost program that is established by the Government of Canada after the coming into force of this section in an area of exclusive provincial jurisdiction, if the province carries on a program or initiative that is compatible with the national objectives.

(2) Nothing in this section extends the legislative powers of the Parliament of Canada or of the legislatures of the provinces.

8. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 147, de ce qui suit :

XII. — Conférences sur l'économie et sur d'autres questions

148. Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même et portant sur l'économie canadienne ainsi que sur toute autre question appropriée.

XIII. — Mentions

149. Toute mention de la présente loi est réputée constituer également une mention de ses modifications.

Loi constitutionnelle de 1982

9. Les articles 40 à 42 de la *Loi constitutionnelle de 1982* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

40. Le Canada fournit une juste compensation aux provinces auxquelles ne s'applique pas une modification faite conformément au paragraphe 38(1) et relative à un transfert de compétences législatives provinciales au Parlement.

41. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province ;

a) la charge de Reine, celle du gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur ;

b) les pouvoirs du Sénat et le mode de sélection des sénateurs ;

c) le nombre des sénateurs par lesquels une province est habilitée à être représentée et les conditions de résidence qu'ils doivent remplir ;

d) le droit d'une province d'avoir à la Chambre des communes un nombre de députés au moins égal à celui des sénateurs par lesquels elle était habilitée à être représentée le 17 avril 1982 ;

e) le principe de la représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des communes prévu par la Constitution du Canada ;

f) sous réserve de l'article 43, l'usage du français ou de l'anglais ;

g) la Cour suprême du Canada ;

8. The said Act is further amended by adding thereto the following heading and sections:

XII — Conferences on the Economy and Other Matters

148. A conference composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces shall be convened by the Prime Minister of Canada at least once each year to discuss the state of the Canadian economy and such other matters as may be appropriate.

XIII — References

149. A reference to this Act shall be deemed to include a reference to any amendments thereto.

Constitution Act, 1982

9. Sections 40-42 of the *Constitution Act, 1982* are repealed and the following substituted therefor:

40. Where an amendment is made under subsection 38(1) that transfers legislative powers from provincial legislatures to Parliament, Canada shall provide reasonable compensation to any province to which the amendment does not apply.

41. An amendment to the Constitution of Canada in relation to the following matters may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada only where authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province:

(a) the office of the Queen, the Governor General and the Lieutenant Governor of a province;

(b) the powers of the Senate and the method of selecting Senators;

(c) the number of members by which a province is entitled to be represented in the Senate and the residence qualifications of Senators;

(d) the right of a province to a number of members in the House of Commons not less than the number of Senators by which the province was entitled to be represented on April 17, 1982;

(e) the principle of proportionate representation of the provinces in the House of Commons prescribed by the Constitution of Canada;

(f) subject to section 43, the use of the English or the French language;

(g) the Supreme Court of Canada;

h) le rattachement aux provinces existantes de tout ou partie des territoires ;

i) par dérogation à toute autre loi ou usage, la création de provinces ;

j) la modification de la présente partie.

10. L'article 44 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

44. Sous réserve de l'article 41, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif fédéral, au Sénat ou à la Chambre des communes.

11. Le paragraphe 46(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

46. (1) L'initiative des procédures de modification visées aux articles 38, 41 et 43 appartient au Sénat, à la Chambre des communes ou à une assemblée législative.

12. Le paragraphe 47(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

47. (1) Dans les cas visés à l'article 38, 41 ou 43, il peut être passé outre au défaut d'autorisation du Sénat si celui-ci n'a pas adopté de résolution dans un délai de cent quatre-vingts jours suivant l'adoption de celle de la Chambre des communes et si cette dernière, après l'expiration du délai, adopte une nouvelle résolution dans le même sens.

13. La partie VI de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Partie VI

Conférences Constitutionnelles

50. (1) Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même, la première devant avoir lieu en 1988.

(2) Sont placées à l'ordre du jour de ces conférences les questions suivantes :

a) la réforme du Sénat, y compris son rôle et ses fonctions, ses pouvoirs, le mode de sélection des sénateurs et la représentation au Sénat ;

b) les rôles et les responsabilités en matière de pêches ;

c) toutes autres questions dont il est convenu.

- (h) the extension of existing provinces into the territories;
- (i) notwithstanding any other law or practice, the establishment of new provinces; and
- (j) an amendment to this Part.

10. Section 44 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

44. Subject to section 41, Parliament may exclusively make laws amending the Constitution of Canada in relation to the executive government of Canada or the Senate and House of Commons.

11. Subsection 46(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

46. (1) The procedures for amendment under sections 38, 41 and 43 may be initiated either by the Senate or the House of Commons or by the legislative assembly of a province.

12. Subsection 47(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

47. (1) An amendment to the Constitution of Canada made by proclamation under section 38, 41 or 43 may be made without a resolution of the Senate authorizing the issue of the proclamation if, within, one hundred and eighty days after the adoption by the House of Commons of a resolution authorizing its issue, the Senate has not adopted such a resolution and if, at any time after the expiration of that period, the House of Commons again adopts the resolution.

13. Part VI of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

PART VI

Constitutional Conferences

50. (1) A constitutional conference composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces shall be convened by the Prime Minister of Canada at least once each year, commencing in 1988.

(2) The conferences convened under subsection (1) shall have included on their agenda the following matters:

- (a) Senate reform, including the role and functions of the Senate, its powers, the method of selecting Senators and representation in the Senate;
- (b) roles and responsibilities in relation to fisheries; and
- (c) such other matters as are agreed upon.

14. Le paragraphe 52(2) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

d) les autres modifications qui lui sont apportées.

15. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

61. Toute mention de la *Loi constitutionnelle de 1982* ou des *Lois constitutionnelles de 1867 à 1982* est réputée constituer également une mention de leurs modifications.

Dispositions générales

16. L'article 2 de la *Loi constitutionnelle de 1867* n'a pas pour effet de porter atteinte aux article 25 ou 27 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* ou au point 24 de l'article 91 de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

Titre

17. Titre de la présente modification : *Modification constitutionnelle de 1987*.

Fait à Ottawa
le 3 juin 1987

14. Subsection 52(2) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(d) any other amendment to the Constitution of Canada.

15. Section 61 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

61. A reference to the *Constitution Act, 1982*, or a reference to the *Constitution Acts 1867 to 1982*, shall be deemed to include a reference to any amendments thereto.

General

16. Nothing in section 2 of the *Constitution Act, 1867* affects section 25 or 27 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, section 35 of the *Constitution Act, 1982* or class 24 of section 91 of the *Constitution Act, 1867*.

Citation

17. This amendment may be cited as the *Constitution Amendment, 1987*.

Signed at Ottawa

June 3, 1987

Entente Constitutionnelle de 1990

Attendu que, le 30 avril 1987, le Premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces ont conclu une entente de principe sur les moyens d'assurer la participation pleine et entière du Québec à l'évolution constitutionnelle du Canada ;

Attendu que, le 3 juin 1987, tous les premiers ministres ont signé l'Accord constitutionnel de 1987 et se sont engagés à saisir le plus tôt possible le Parlement et les assemblées législatives provinciales de la *Modification constitutionnelle de 1987*.

Attendu que la *Modification constitutionnelle de 1987* a été autorisée par le Parlement et les assemblées législatives du Québec, de la Saskatchewan, de l'Alberta, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique :

1. Accord du Lac Meech

Les premiers ministres du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de Terre-Neuve s'engagent à soumettre la *Modification constitutionnelle de 1987* à l'examen législatif ou public approprié et à tout mettre en oeuvre afin qu'une décision soit prise avant le 23 juin 1990.

2. Réforme du Sénat

Après la proclamation de l'Accord du Lac Meech, le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces constitueront une commission où chaque province sera également représentée et qui comprendra un nombre approprié de représentants territoriaux et fédéraux. Cette commission tiendra des audiences et fera rapport au Parlement et aux assemblées législatives des provinces et territoires, avant la Conférence des premiers ministres sur le Sénat qui doit se tenir d'ici la fin de 1990, en Colombie-Britannique, concernant des propositions précises dont la base serait les paramètres suivants :

- Le Sénat devrait être élu.
- Le Sénat devrait garantir une représentation plus équitable des provinces moins peuplées et des territoires.
- Le Sénat devrait détenir des pouvoirs réels afin que la prise des décisions au niveau national tienne davantage compte des intérêts des habitants des provinces moins peuplées et des territoires, afin d'être le reflet de la dualité canadienne et afin que le Gouvernement du Canada soit plus en mesure de gou-

1990 Constitutional Agreement

WHEREAS on April 30, 1987, the Prime Minister of Canada and the Premiers reached agreement in principle on means to bring about the full and active participation of Quebec in Canada's constitutional evolution;

AND WHEREAS on June 3, 1987, all first ministers signed the 1987 Constitutional Accord and committed themselves to introducing as soon as possible the *Constitutional Amendment, 1987* in Parliament and the provincial legislative assemblies.

AND WHEREAS the *Constitutional Amendment, 1987* has been authorized by Parliament and the legislative assemblies of Quebec, Saskatchewan, Alberta, Prince Edward Island, Nova Scotia, Ontario and British Columbia:

1. The Meech Lake Accord

The Premiers of New Brunswick, Manitoba and Newfoundland undertake to submit the *Constitution Amendment, 1987* for appropriate legislative or public consideration and to use every possible effort to achieve decision prior to June 23, 1990.

2. Senate Reform

After proclamation, the federal government and the provinces will constitute a commission with equal representation for each province and an appropriate number of territorial and federal representatives to conduct hearings and to report to Parliament and the legislative assemblies of the provinces and territories, prior to the First Ministers' Conference on the Senate to be held by the end of 1990 in British Columbia, on specific proposals for Senate reform that will give effect to the following objectives:

- The Senate should be elected.
- The Senate should provide for more equitable representation of the less populous provinces and territories.
- The Senate should have effective powers to ensure the interests of residents of the less populous provinces and territories figure more prominently in national decision-making, reflect Canadian duality and strengthen the Government of Canada's capacity to govern on behalf of all citizens, while

verner au nom de tous les citoyens, tout en préservant le principe de la responsabilité du Gouvernement envers la Chambre des communes.

Après la proclamation de l'Accord du lac Meech, le Premier ministre du Canada et les premiers ministres de toutes les provinces conviennent de mettre tout en oeuvre pour faire adopter une modification conforme à ces paramètres en vue d'une réforme générale du Sénat d'ici le 1er juillet 1995.

Le Premier ministre du Canada s'engage à faire rapport deux fois par an à la Chambre des communes des progrès réalisés en vue d'une réforme générale du Sénat.

Le Premier ministre et les premiers ministres de toutes les provinces réaffirment l'engagement pris dans la Déclaration d'Edmonton et dans les dispositions qui seront consacrées en vertu de la *Modification constitutionnelle de 1987* et s'engagent à ce que la réforme du Sénat soit la grande priorité constitutionnelle jusqu'à ce qu'une réforme générale ait pu être réalisée.

Si, d'ici le 1er juillet 1995, une réforme générale du Sénat n'a pu être réalisée conformément aux paramètres énoncés ci-dessus en vertu de l'article 41 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, dans sa forme modifiée par la *Modification constitutionnelle de 1987*, le nombre de sénateurs par lesquels une province est en droit d'être représentée au Sénat sera modifié de façon que, pour un total de cent quatre sénateurs, la représentation de l'Ontario passe à dix-huit sénateurs, que celle de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et de Terre-Neuve passe à huit sénateurs chacun, et que la représentation des autres provinces et des territoires demeure inchangée. Dans le cas d'une province dont la représentation diminuerait, aucune autre nomination ne pourra être faite tant que sa représentation ne sera pas descendue, par attrition, sous son nouveau maximum. Si une telle nouvelle répartition des sièges survenait au Sénat, la province de Terre-Neuve serait représentée par un député supplémentaire à la Chambre des communes en vertu de l'article 51A de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

3. Futures Modifications Constitutionnelles

(1) Charte — Droit à l'égalité des sexes

— Adjonction de l'article 28 de la *Charte canadienne des droits et libertés* à l'article 16 de la *Modification constitutionnelle de 1987*.

(2) Rôle des territoires

— Dans les nominations au Sénat et à la Cour suprême du Canada.

— Dans les discussions portant sur des questions à l'ordre du jour d'une confé-

preserving the principle of the responsibility of the Government to the House of Commons. Following proclamation of the Meech Lake Accord, the Prime Minister and all Premiers agree to seek adoption of an amendment on comprehensive Senate reform consistent with these objectives by July 1, 1995.

The Prime Minister undertakes to report semi-annually to the House of Commons on progress achieved towards comprehensive Senate reform. The Prime Minister and all Premiers, reaffirming the commitment made in the Edmonton Declaration and the provisions to be entrenched under the *Constitution Amendment, 1987*, undertook that Senate reform will be the key constitutional priority until comprehensive reform is achieved.

If, by July 1, 1995, comprehensive Senate reform has not been achieved according to the objectives set out above under section 41 of the *Constitution Act, 1982*, as amended by the *Constitution Amendment, 1987*, the number of Senators by which a province is entitled to be represented in the Senate will be amended so that, of the total of one hundred and four Senators, the representation of Ontario will be eighteen Senators, the representation of Nova Scotia, New Brunswick, British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba and Newfoundland will be eight Senators each, and the representation of all other provinces and the territories will remain unchanged. In the case of any province whose representation declined, no new appointments would be made until that province's representation had by attrition declined below its new maximum. In the event of such a redistribution of Senate seats, Newfoundland would be entitled to another Member of Parliament in the House of Commons under section 51A of the *Constitution Act, 1867*.

3. Further Constitutional Amendments

(1) Charter — Sex Equality Rights

- Add section 28 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* to section 16 of the *Constitution Amendment, 1987*.

(2) Role of Territories

- In appointments to the Senate and the Supreme Court of Canada.
- In discussions on items on the agenda of annual constitutional and economic

rence annuelle des premiers ministres sur la Constitution et l'économie qui, de l'avis du Premier ministre, les touchent directement.

(3) Questions linguistiques

- Inscription à l'ordre du jour des conférences sur la Constitution des questions intéressant les minorités linguistiques d'expression française et d'expression anglaise.
- Obligation d'obtenir le consentement du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative du Nouveau-Brunswick pour modifier la *Loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles au Nouveau-Brunswick* (Loi 88).

(4) Questions constitutionnelles intéressant les autochtones

- Tenue tous les trois ans d'une conférence constitutionnelle des premiers ministres, la première devant avoir lieu au plus tard un an après la proclamation. Le Premier ministre inviterait des représentants des peuples autochtones et des gouvernements des territoires à participer aux discussions portant sur les questions intéressant les peuples autochtones du Canada.
- Les premiers ministres du Canada et des provinces déposeront ou feront déposer respectivement devant le Sénat et la Chambre des communes et devant les assemblées législatives la résolution dont le texte figure en annexe et chercheront à autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada le plus tôt possible après la proclamation de la *Modification constitutionnelle de 1987*.

4. Ordre du Jour de Futures Discussions Constitutionnelles

(1) Création de nouvelles provinces dans les territoires

- Le Premier ministre du Canada et les premiers ministres de toutes les provinces ont convenu d'examiner, lors de futures conférences constitutionnelles, différentes approches pour l'accession du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest au statut de provinces, y compris la possibilité que seules des résolutions de la Chambre des communes et du Sénat soient nécessaires pour leur reconnaître ce statut, advenant une demande en ce sens de ces territoires.

conferences where, in the view of the Prime Minister, matters to be discussed directly affect them.

(3) Language Issues

- Add to the agenda of constitutional conferences matters that are of interest to English-speaking and French-speaking linguistic minorities.
- Require resolutions of the House of Commons, the Senate and the legislative assembly of New Brunswick to amend that province's *Act Recognizing the Equality of the Two Official Linguistic Communities in New Brunswick* (Bill 88).

(4) Aboriginal Constitutional Issues

- First Ministers constitutional conferences to be held once every three years, the first to be held within one year of proclamation; representatives of aboriginal peoples and the territorial governments to be invited by the Prime Minister to participate in the discussion of matter of interest to the aboriginal peoples of Canada.
- The Prime Minister of Canada will lay or cause to be laid before the Senate and House of Commons, and the Premiers will lay or cause to be laid before their legislative assemblies, a resolution, in the form appended hereto, and will seek to authorize a proclamation to be issued by the Governor General under the Great Seal of Canada to amend the Constitution of Canada as soon as possible after proclamation of the *Constitutional Amendment, 1987*.

4. Agenda for Future Constitutional Discussions

(1) Creation of New Provinces in the Territories

- The Prime Minister and all Premiers agreed future constitutional conferences should address available options for provincehood, including the possibility that, at the request of the Yukon and Northwest Territories to become provinces, only a resolution of the House of Commons and Senate be required.

(2) Reconnaissances constitutionnelles

- Le Premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces ont pris note des efforts déployés à de nombreuses reprises par les premiers ministres au cours des vingt dernières années en vue de rédiger un énoncé de reconnaissances constitutionnelles, efforts qui se sont toujours avérés infructueux.
- Le Premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces ont examiné des projets présentés par le gouvernement fédéral et par le Manitoba, la Saskatchewan, l'Ontario et la Colombie-Britannique et ils ont convenu de saisir immédiatement de tous ces projets un comité spécial multipartite de la Chambre des communes. Des audiences publiques à la grandeur du pays débuteraient le 16 juillet 1990 et un rapport concernant le fond et l'emplacement d'une clause compatible avec la Constitution du Canada serait rédigé et présenté aux premiers ministres à leur conférence de 1990.

(3) Examens constitutionnels

- Le Premier ministre du Canada et les premiers ministres de toutes les provinces ont convenu d'examiner conjointement, à la conférence constitutionnelle exigée par l'article 49 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, la totalité du processus permettant de modifier la Constitution, y compris le délai maximal de trois ans prévu à l'article 39(2) de ladite loi, et la question de la tenue obligatoire d'audiences publiques avant l'adoption de toute mesure liée à une modification de la Constitution, dont la révocation d'une résolution constitutionnelle.
- Conformément à l'article 50 de la *Loi constitutionnelle de 1982* proposé dans la *Modification constitutionnelle de 1987*, le Premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces ont également convenu d'examiner en permanence le fonctionnement de la Constitution du Canada, y compris la *Charte canadienne des droits et libertés*, en vue d'apporter toute modification constitutionnelle qui pourrait s'avérer utile.

5. Article 2 : Modification Constitutionnelle de 1987

- Compte tenu des discussions publiques qui ont entouré la clause de la société distincte depuis son inclusion dans l'Accord du Lac Meech, un certain nombre des constitutionnalistes les plus éminents au Canada se sont rencontrés pour échanger leurs vues sur les répercussions juridiques de la clause. Le Premier ministre du Canada et les premiers

(2) Constitutional Recognitions

- The Prime Minister and Premiers took note of repeated attempts by First Ministers over the past twenty years to draft a statement of constitutional recognitions. All such attempts were unsuccessful.
- The Prime Minister and Premiers reviewed drafts submitted by the federal government and Manitoba, Saskatchewan, Ontario and British Columbia, and agreed to refer immediately the drafts to an all-party Special Committee of the House of Commons. Public hearings would begin across Canada on July 16, 1990 and a report on the substance and placement of the clause — in a manner consistent with the Constitution of Canada — would be prepared for consideration by First Ministers at their Conference in 1990.

(3) Constitutional Reviews

- The Prime Minister and all Premiers agreed jointly to review, at the constitutional conference required by section 49 of the *Constitution Act, 1982*, the entire process of amending the Constitution, including the three-year time limit under section 39(2) of that Act and the question of mandatory public hearings prior to adopting any measure related to a constitutional amendment, including revocation of a constitutional resolution.
- Pursuant to section 50 of the *Constitution Act, 1982*, as proposed in the *Constitution Amendment, 1987*, the Prime Minister and the Premiers also committed to a continuing review of the operation of the Constitution of Canada, including the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, with a view to making any appropriate constitutional amendments.

5. Section 2: Constitutional Amendment, 1987

- The Prime Minister and Premiers took note of public discussion of the distinct society clause since its inclusion in the Meech Lake Accord. A number of Canada's most distinguished constitutional authorities

ministres des provinces ont examiné leurs recommandations ainsi que d'autres documents.

- Le Premier ministre du Canada, en sa qualité de président de la Conférence, a reçu desdits constitutionnalistes une opinion juridique qui est annexée au communiqué final de la conférence.

6. Modification Relative au Nouveau-Brunswick

- Adjonction d'une disposition selon laquelle, au Nouveau-Brunswick, les communautés francophone et anglophone ont un statut et des droits et privilèges égaux.
- Affirmation du rôle de la législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick de protéger et de promouvoir l'égalité des deux communautés linguistiques de la province en ce qui touche à leur statut et à leurs droits et privilèges.
- Le Premier ministre du Canada et le premier ministre du Nouveau-Brunswick déposeront ou feront déposer respectivement devant le Sénat et la Chambre des communes et devant l'assemblée législative du Nouveau-Brunswick la résolution dont le texte figure en annexe et chercheront à autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada le plus tôt possible après la proclamation de la *Modification constitutionnelle de 1987*.

met to exchange views on the legal impact of the clause. The Prime Minister and Premiers reviewed their advice and other material.

- The Prime Minister, in his capacity as chairman of the Conference received from the above-noted constitutional authorities a legal opinion which is appended to the final Conference communiqué.

6. New Brunswick Amendment

- Add a clause that within New Brunswick, the English linguistic community and the French linguistic community have equality of status and equal rights and privileges.
- Affirm an additional role of the legislature and government of New Brunswick: to preserve and promote the equality of status and equal rights and privileges of the province's two official linguistic communities.
- The Prime Minister of Canada will lay or cause to be laid before the Senate and House of Commons, and the Premier of New Brunswick will lay or cause to be laid before the legislative assembly of New Brunswick, a resolution, in the form appended hereto, and will seek to authorize a proclamation to be issued by the Governor General under the Great Seal of Canada to amend the Constitution of Canada as soon as possible after proclamation of the *Constitution Amendment, 1987*.

Fait à Ottawa
le 9 juin 1990

Canada

Ontario	Québec
Nouvelle-Écosse	Brunswick
Manitoba* *Sous réserve du processus d'audiences publiques	Colombie-Britannique
Île-du-Prince-Édouard	Saskatchewan
Alberta	Terre-Neuve*

*Le premier ministre de Terre-Neuve endosse maintenant l'engagement figurant dans la Partie I du présent document et s'engage en outre à endosser la totalité de la présente entente si la *Modification constitutionnelle de 1987* reçoit une approbation législative ou publique à Terre-Neuve suite aux consultations prévues à la Partie I.

Signed at Ottawa
June 9, 1990

Canada

Ontario

Quebec

Nova Scotia

New Brunswick

Manitoba*

British Columbia

*Subject to the public
hearing process

Prince Edward Island

Saskatchewan

Alberta

Newfoundland*

*The Premier of Newfoundland endorses now the undertaking in Part 1 of this document and further undertakes to endorse fully this agreement if the *Constitutional Amendment, 1987* is given legislative or public approval following the consultation provided for in Part I.

OTTAWA
le 9 juin 1990

Monsieur le Premier ministre,

En réponse à certaines des préoccupations exprimées à l'égard de l'article premier de l'Accord du lac Meech, nous sommes heureux de confirmer notre opinion sur ce qui suit.

À notre avis, toute interprétation de la Charte canadienne des droits et libertés doit concorder avec la disposition relative à la dualité et à la société distincte de la *Modification constitutionnelle de 1987* proposée (l'Accord du lac Meech), mais l'application de la clause ne constitue pas une négation ou une violation des droits et libertés garantis par la Charte des droits, lesquels ne peuvent être restreints que par une règle de droit dans des limites qui sont raisonnables et dont la justification peut se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique, et il peut être tenu compte de la disposition relative à la dualité et à la société distincte, en particulier aux fins de l'application de l'article premier de la Charte.

La Constitution du Canada, y compris les articles 91 et 92 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, sera interprétée d'une manière compatible avec la clause relative à la dualité et à la société distincte. La clause ne crée aucune nouvelle compétence législative au profit du Parlement ou de l'une quelconque des législatures provinciales et ne déroge à aucune de leurs compétences législatives, mais il pourra en être tenu compte pour déterminer si une loi particulière s'inscrit dans les compétences législatives du Parlement ou de l'une des législatures provinciales.

Gérald-A. Beaudoin, O.C., c.r.
Professeur de droit
Université d'Ottawa

B. Jamie Cameron
Professeur associé
École de droit Osgoode Hall
Université York

E. Robert A. Edwards, c.r.
Sous-procureur général adjoint
Gouvernement de la
Colombie-Britannique

Pcter W. Hogg, c.r.
Professeur de droit
École de droit Osgoode Hall
Université York

Katherine Swinton
Professeur, Faculté de droit
Université de Toronto

Roger Tassé, O.C., c.r.
Avocat

OTTAWA
June 9, 1990

Dear Prime Minister:

In response to certain concerns which have been expressed in relation to section 1 of the proposed *Constitution Amendment, 1987* (Meech Lake Accord), it is our pleasure to confirm our opinion on the following.

In our opinion, the Canadian Charter of Rights and Freedoms will be interpreted in a manner consistent with the duality/distinct society clause of the proposed *Constitution Amendment, 1987* (Meech Lake Accord), but the rights and freedoms guaranteed thereunder are not infringed or denied by the application of the clause and continue to be guaranteed subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society, and the duality/distinct society clause may be considered, in particular, in the application of section 1 of the Charter.

The Constitution of Canada, including sections 91 and 92 of the *Constitution Act, 1867*, will be interpreted in a manner consistent with the duality/distinct society clause. While nothing in that clause creates new legislative authority for Parliament or any of the provincial legislatures, or derogates from any of their legislative authority, it may be considered in determining whether a particular law fits within the legislative authority of Parliament or any of the legislatures.

Gérald-A. Beaudoin, O.C., Q.C.
Professor of Law
University of Ottawa

B. Jamie Cameron
Associate Professor
Osgoode Hall Law School
York University

E. Robert A. Edwards, Q.C.
Assistant Deputy Attorney
General
Government of British Columbia

Peter W. Hogg, Q.C.
Professor
Osgoode Hall Law School
York University

Katherine Swinton
Professor, Faculty of Law
University of Toronto

Roger Tassé, O.C., Q.C.
Barrister and Solicitor

**Motion de résolution autorisant la modification
de la Constitution du Canada**

(le Sénat) (la Chambre des communes) (l'assemblée législative) a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe, son entrée en vigueur ne pouvant toutefois précéder celle de la *Modification constitutionnelle de 1987*.

Annexe

Modification Constitutionnelle

Partie I

Loi constitutionnelle de 1867

1. L'article 25 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, édicté par l'article 2 de la *Modification constitutionnelle de 1987*, est modifié par insertion, après « province », de « ou du territoire ».
2. (1) Le paragraphe 101C(1) de la même loi, édicté par l'article 6 de la *Modification constitutionnelle de 1987*, est modifié par insertion, après la première mention de « province », de « ou territoire », et, après la seconde, de « ou de ce territoire ».
- (2) Le paragraphe 101C(4) de la même loi, édicté par l'article 6 de la *Modification constitutionnelle de 1987*, est modifié par insertion, après « Québec », de « ou d'un territoire ».
3. L'article 148 de la même loi, édicté par l'article 8 de la *Modification constitutionnelle de 1987*, devient le paragraphe 148(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

« (2) Le premier ministre du Canada invite des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest à participer aux travaux relatifs à toute question placée à l'ordre du jour des conférences visées au paragraphe (1) et qui, selon lui, intéresse directement le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ».

Loi constitutionnelle de 1982

4. L'article 43 de la *Loi constitutionnelle de 1982* devient le paragraphe 43(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

« (2) Les dispositions de la loi du Nouveau-Brunswick intitulée *Loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles au Nouveau-Brunswick*, chapitre 0-1.1 des Lois du Nouveau-Brunswick, 1981,

**Motion for a Resolution to authorize an amendment
to the Constitution of Canada**

The (Senate) (House of Commons) (legislative assembly) resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by His Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the schedule hereto, but only after the *Constitution Amendment, 1987* comes into force.

Schedule

Constitution Amendment

Part I

Constitution Act, 1867

1. Section 25 of the *Constitution Act, 1867*, as enacted by section 2 of the *Constitution Amendment, 1987*, is amended by adding thereto, immediately after the word "province" wherever it occurs therein, the words "or territory."
2. (1) Subsection 101C(1) of the said Act, as enacted by section 6 of the *Constitution Amendment, 1987*, is amended by adding thereto, immediately after the word "province" wherever it occurs therein, the words "or territory."

(2) Subsection 101C(4) of the said Act, as enacted by section 6 of the *Constitution Amendment, 1987*, is amended by adding thereto, immediately after the word "province" where it occurs therein, the words "or territory."
3. Section 148 of the said Act, as enacted by section 8 of the *Constitution Amendment, 1987*, is renumbered as subsection 148(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

“(2) The Prime Minister of Canada shall invite elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories to participate in the discussion on any item on the agenda of a conference convened under subsection (1) that, in the opinion of the Prime Minister, directly affects the Yukon Territory and the Northwest Territories.”

Constitution Act, 1982

4. Section 43 of the *Constitution Act, 1982* is renumbered as subsection 43(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

“(2) An amendment to the Act of the Legislature of New Brunswick entitled *An Act Recognizing the Equality of the Two Official Linguistic Communities in New Brunswick*, chapter 0-1.1 of the Acts of New Brunswick, 1981, may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great

ne peuvent être modifiées que par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative du Nouveau-Brunswick. »

5. (1) Le paragraphe 50(2) de la même loi, édicté par l'article 13 de la *Modification constitutionnelle de 1987*, est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

« (1) les questions intéressant les minorités francophones et anglophones ; »

(2) L'article 50 de la même loi, édicté par l'article 13 de la *Modification constitutionnelle de 1987*, est modifié par adjonction de ce qui suit :

« (3) Le premier ministre du Canada invite des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest à participer aux travaux relatifs à toute question placée à l'ordre du jour des conférences visées au paragraphe (1) et qui, selon lui, intéresse directement le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. »

6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 50, édicté par l'article 13 de la *Modification constitutionnelle de 1987*, de ce qui suit :

« 51. (1) Le premier ministre du Canada convoque une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente partie, et, par la suite, au moins tous les trois ans suivant cette conférence.

(2) Sont placées à l'ordre du jour de la conférence visée au paragraphe (1) les questions intéressant les peuples autochtones du Canada. Le premier ministre du Canada invite leurs représentants à participer aux travaux relatifs à ces questions.

(3) Le premier ministre du Canada invite des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest à participer aux travaux relatifs à toute question placée à l'ordre du jour des conférences visées au paragraphe (1) et qui, selon lui, intéresse directement le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

(4) Le présent article n'a pas pour effet de déroger à l'article 35. »

Modification constitutionnelle de 1987

7. L'article 16 de la *Modification constitutionnelle de 1987* est modifié par insertion, après « 27 », de « ou 28 ».

Seal of Canada only where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the Legislative Assembly of New Brunswick.”

5. (1) Subsection 50(2) of the said Act, as enacted by section 13 of the *Constitution Amendment, 1987*, is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

“(1) matters of interest to English-speaking and French-speaking linguistic minorities”;

(2) Section 50 of the said Act, as enacted by section 13 of the *Constitution Amendment, 1987*, is further amended by adding thereto the following subsection:

“(3) The Prime Minister of Canada shall invite elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories to participate in the discussions on any item on the agenda of a conference convened under subsection (1) that, in the opinion of the Prime Minister, directly affects the Yukon Territory and the Northwest Territories.”

6. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 50 thereof, as enacted by section 13 of the *Constitution Amendment, 1987*, the following section:

“51. (1) A constitutional conference composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces shall be convened by the Prime Minister of Canada within one year after this Part comes into force and at least once every third calendar year after the first such conference is convened.

(2) Each conference convened under subsection (1) shall have included in its agenda matters of interest to the aboriginal peoples of Canada, and the Prime Minister of Canada shall invite representatives of those peoples to participate in the discussions on those matters.

(3) The Prime Minister of Canada shall invite elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories to participate in the discussions on any item on the agenda of a conference convened under subsection (1) that, in the opinion of the Prime Minister, directly affects the Yukon Territory and the Northwest Territories.

(4) Nothing in this section shall be construed so as to derogate from section 35.”

Constitution Amendment, 1987

7. Section 16 of the *Constitution Amendment, 1987* is amended by adding thereto, immediately after the reference to section 27 where it occurs therein, the following: “or 28.”

Partie II

Loi constitutionnelle de 1867

8. Le passage de l'article 22 de la *Loi constitutionnelle de 1867* qui suit le point 4 et précède le dernier paragraphe est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« les quatre divisions doivent (subordonnement aux révisions de la présente loi) être représentées dans le Sénat, ainsi qu'il suit : — Ontario par *dix-huit sénateurs* ; Québec par vingt-quatre sénateurs ; les Provinces maritimes et l'Île-du-Prince-Édouard par *vingt* sénateurs, dont *huit* représentent la Nouvelle-Écosse, *huit* le Nouveau-Brunswick et quatre l'Île-du-Prince-Édouard ; les provinces de l'Ouest par *trente-deux* sénateurs, dont *huit* représentent le Manitoba, *huit* la Colombie-Britannique, *huit* la Saskatchewan et *huit* l'Alberta ; la province de Terre-Neuve aura droit d'être représentée au Sénat par *huit* sénateurs ; le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont le droit d'être représentés au Sénat par un sénateur chacun. »

9. L'article 27 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« 27. Dans le cas où le nombre des sénateurs serait ainsi en aucun temps augmenté, le gouverneur général ne mandera aucune personne au Sénat, sauf sur pareil ordre de la Reine donné à la suite de la même recommandation, tant que la représentation de chacune des quatre divisions du Canada ne sera pas revenue au nombre fixe visé à l'article 22. »

10. Par dérogation à l'article 22 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, peut être maintenue la représentation au Sénat de toute province dont le nombre de sénateurs excède, à l'entrée en vigueur de la présente partie, celui prévu à cet article ; toutefois, il ne peut être nommé de sénateurs pour représenter cette province tant que le nombre de ceux-ci n'est pas inférieur à celui prévu à l'article 22 de cette loi et, par la suite, sous réserve de l'article 26 de cette loi, le nombre de sénateurs pour cette province ne peut excéder cette limite.

11. (1) La présente partie n'entre pas en vigueur si une modification portant sur le Sénat conforme aux paramètres énoncés dans l'Entente constitutionnelle de 1990 signée à Ottawa le 9 juin 1990, est faite avant le 1er juillet 1995.

(2) À défaut d'une modification visée au paragraphe (1), la présente partie entre en vigueur le 1er juillet 1995.

Titre

12. Titre de la présente modification : *Modification constitutionnelle de (année de la proclamation)*.

Part II

Constitution Act, 1867

8. All that portion of section 22 of the *Constitution Act, 1867* following item 4 and preceding the last paragraph thereof is repealed and the following substituted therefor:

“which Four Divisions shall, subject to the provisions of this Act, be represented in the Senate as follows: Ontario by *eighteen* Senators; Quebec by twenty-four Senators; the Maritime Provinces and Prince Edward Island by *twenty* Senators, *eight* thereof representing Nova Scotia, *eight* thereof representing New Brunswick, and four thereof representing Prince Edward Island; the Western Provinces by *thirty-two* Senators, *eight* thereof representing Manitoba, *eight* thereof representing British Columbia, *eight* thereof representing Saskatchewan, and *eight* thereof representing Alberta; Newfoundland shall be entitled to be represented in the Senate by *eight* members; the Yukon Territory and the Northwest Territories shall be entitled to be represented in the Senate by one member each.”

9. Section 27 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“27. In case of such addition being at any time made, the Governor General shall not summon any person to the Senate, except on a further like direction by the Queen on the like recommendation, to represent one of the Four Divisions until such Division is represented by *the number of Senators provided for by section 22* and no more.”

10. Notwithstanding section 22 of the *Constitution Act, 1867*, any province that is represented in the Senate on the coming into force of this Part by more Senators that are provided for under that section may continue to be so represented, but no additional persons may be summoned to the Senate to represent that province until the number of Senators representing that province falls below the number set out in section 22, and thereafter, subject to section 26, the number representing that province shall not exceed that number.

11. (1) This Part shall not come into force if an amendment in relation to the Senate that is consistent with the objectives set out in the *1990 Constitution Agreement* signed at Ottawa on June 9, 1990 is made before July 1, 1995.

(2) If an amendment described in subsection (1) is not made before July 1, 1995, this Part shall come into force on that date.

Citation

12. This amendment may be cited as the *Constitution Amendment, (year of proclamation)*.

**Motion de résolution autorisant la modification
de la Constitution du Canada**

(le Sénat) (la Chambre des communes) (l'assemblée législative) a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

Annexe

Modification Constitutionnelle

Loi constitutionnelle de 1867

1. La *Loi constitutionnelle de 1867* est modifiée par insertion, après l'article 133, de ce qui suit :

« **133.1** (1) Toute interprétation de la Constitution du Canada à l'égard du Nouveau-Brunswick doit concorder avec la reconnaissance de ce que, au Nouveau-Brunswick, les communautés francophone et anglophone ont un statut et des droits et privilèges égaux.

(2) La Législature et le gouvernement du Nouveau-Brunswick ont le rôle de protéger et de promouvoir l'égalité des deux communautés linguistiques visées au paragraphe (1) en ce qui touche à leur statut et à leurs droits et privilèges.

(3) Le présent article n'a pas pour effet de déroger aux pouvoirs, droits ou privilèges du Parlement ou du gouvernement du Canada, ou de la Législature ou du gouvernement du Nouveau-Brunswick, y compris à leurs pouvoirs, droits ou privilèges en matière de langue. »

Titre

2. Titre de la présente modification : *Modification constitutionnelle de (année de la proclamation) (Nouveau-Brunswick)*.

**Motion for a Resolution to authorize an amendment
to the Constitution of Canada**

The (Senate) (House of Commons) (legislative assembly) resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by His Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the schedule hereto.

Schedule

Constitution Amendment

Constitution Act, 1867

1. The *Constitution Act, 1867* is amended by adding thereto, immediately after section 133 thereof, the following section:

“133.1 (1) The Constitution of Canada, as it relates to New Brunswick, shall be interpreted in a manner consistent with the recognition that, within New Brunswick, the English linguistic community and the French linguistic community have equality of status and equal rights and privileges.

(2) The role of the legislature and Government of New Brunswick to preserve and promote the equality of status and equal rights and privileges of the two linguistic communities referred to in subsection (1) is affirmed.

(3) Nothing in this section derogates from the powers, rights or privileges of Parliament or the Government of Canada, or of the legislature or Government of New Brunswick, including any powers, rights or privileges relating to language.”

Citation

2. This amendment may be cited as the *Constitution Amendment, (Year of proclamation) (New Brunswick)*.

Bibliographie/Bibliography

Documents gouvernementaux/Government Documents

- Canada, Chambre des communes, Comité spécial pour examiner le projet de résolution d'accompagnement à l'Accord du Lac Meech, *Procès-verbaux et témoignages du Comité spécial pour examiner le projet de résolution d'accompagnement à l'Accord du Lac Meech*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1990.
- Canada, Chambre des communes, Comité spécial pour examiner le projet de résolution d'accompagnement à l'Accord du Lac Meech, *Rapport du Comité spécial pour examiner le projet de résolution d'accompagnement à l'Accord du Lac Meech*, Ottawa, Le Comité, 1990.
- Canada, House of Commons, Special Committee to Study the Proposed Companion Resolution to the Meech Lake Accord, *Minutes of Proceedings and Evidence of the Special Committee to Study the Proposed Companion Resolution to the Meech Lake Accord* (Ottawa: Queen's Printer, 1990).
- Canada, House of Commons, Special Committee to Study the Proposed Companion Resolution to the Meech Lake Accord, *Report of the Special Committee to Study the Proposed Companion Resolution to the Meech Lake Accord* (Ottawa: The Committee, 1990).
- Manitoba Task Force on Meech Lake, *Report on the 1987 Constitutional Accord* (Winnipeg: The Task Force, 1989).
- New Brunswick, Legislative Assembly, Select Committee on the 1987 Constitutional Accord, *Transcript of Meeting of Select Committee on the 1987 Constitutional Accord, September 29 and 30, October 20, 1988* (Fredericton: The Committee, 1988).
- New Brunswick, Legislative Assembly, Select Committee on the 1987 Constitutional Accord, *Final Report on the Constitution Amendment, 1987* (Fredericton: The Committee, 1989).
- New Brunswick, Legislative Assembly, Select Committee on the 1987 Constitutional Accord, *Transcript of the Select Committee on the 1987 Constitutional Accord, Jan. 25, Jan. 26, Feb. 1, Feb. 2, Feb. 8, Feb. 9, Feb. 15, Feb. 16, 1989* (Fredericton: The Committee, 1989).
- Nouveau-Brunswick, Assemblée législative, Comité spécial de l'Accord constitutionnel de 1987. *Rapport définitif sur la modification constitutionnelle de 1987*, Frédéricion, Le Comité, 1989.

Nouveau-Brunswick, Assemblée législative, Comité spécial de l'Accord constitutionnel de 1987, *Transcription des réunions du Comité spécial de l'Accord constitutionnel de 1987, les 25 et 26 jan. et les 1, 2, 8, 9, 15, 16 fév. 1989*, Frédéricton, Le Comité, 1989.

Nouveau-Brunswick, Assemblée législative, Comité spécial de l'Accord constitutionnel de 1987, *Transcription des réunions du Comité spécial de l'Accord constitutionnel de 1987, les 29 et 30 septembre et le 20 octobre 1988*, Frédéricton, Le Comité, 1988.

Ontario, Assemblée législative, Comité spécial de la réforme constitutionnelle, *Rapport de la Modification constitutionnelle de 1987*, Toronto, Le Comité, 1988.

Ontario, Legislative Assembly, Select Committee on the Constitutional Reform, *Report on the Constitution Amendment 1987* (Toronto: The Committee, 1988).

Livres/Books

Cohen, A., *A Deal Undone: The Making and Breaking of the Meech Lake Accord* (Vancouver: Douglas & McIntyre, 1990).

Le Devoir, *Le Québec et le Lac Meech*, Montréal, Guérin littérature, 1987.

Fournier, P., *Autopsie du Lac Meech : La souveraineté est-elle inévitable?*, Outremont, Qué., VLB, 1990.

Hogg, P.W., *Accord constitutionnel du Lac Meech : texte annoté*, Toronto, Carswell, 1988.

Hogg, P.W., *Meech Lake Constitutional Accord Annotated* (Toronto: Carswell, 1988).

Mathews, G., *L'Accord : comment Robert Bourassa fera l'indépendance*, Montréal, Le Jour, 1990.

Milne, D., *The Canadian Constitution: From Patriation to Meech Lake* (Toronto: J. Lorimer, 1989).

Monahan, P., *Meech Lake: The Inside Story* (Toronto: University of Toronto Press, 1991).

Morin, C., *Lendemain piégés : du référendum à la nuit des longs couteaux*, Montréal, Boréal, 1988.

Robertson, G., *A House Divided: Meech Lake, Senate Reform and the Canadian Union* (Halifax: Institute for Research on Public Policy, 1989).

Trudeau, P.E., *Lac Meech : Trudeau parle*, La Salle, Qué., Hurtubise HMH, 1989.

Trudeau, P.E., *With a Bang, Not a Whimper: Pierre Trudeau Speaks Out* (Toronto: Stoddart, 1988).

Ouvrages collectifs/Collections of Essays

Beaudoin, G.A., éd., *Vues canadiennes et européennes des droits et libertés*, Cowansville, Qué., Yvon Blais, 1989.

Behiels, M.D., ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989)

Gibbins, R. et al., *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988).

Smith, D.E. & Courtney, J.C., eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991).

Swinton, K.E. & Rogerson, C.J., eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988).

Symonds, H. & Oberlander, H.P., eds, *Meech Lake, From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988).

Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988.

Thomson, C., ed., *Navigating Meech Lake: The 1987 Constitutional Accord* (Kingston: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1988).

Articles de doctrine/Articles and Essays

Alboim, E., "Inside the News Story: Meech Lake as Viewed by An Ottawa Bureau Chief" in R. Gibbins et al., eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 235.

Alliance Quebec, "A Minority's Plea for the Supremacy of the Charter" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 225.

- Arès, G., "The Accord Abandons Canada's Battered and Defenceless Minorities" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 219.
- Artibise, A., "Local Government: Some Introductory Remarks" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake, From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 141.
- Association des juristes d'expression française du Nouveau-Brunswick, « L'accord constitutionnel de 1987 » (1989) 38 U.N.B.L.J. 289.
- Baines, B., "After Meech Lake: The Ms\Representation of Gender in Scholarly Spaces" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 205.
- Baines, B., "An Alternative Vision of the Meech Lake Accord" (1988) 13 Queen's L.J. 1.
- Baines, B., "Gender and the Meech Lake Committee" in C. Thomson, ed., *Navigating Meech Lake: The 1987 Constitutional Accord* (Kingston: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1988) 43.
- Baines, B., "Women's Equality Rights and the Meech Lake Accord" (1988) 52 Sask. L. Rev. 265.
- Bakan, J. & Pinard, D., "Getting to the Bottom of Meech Lake: A Discussion of Some Recent Writings on the 1987 Constitutional Accord" (1989) 21 Ottawa L. Rev. 247.
- Baker, M., "A View from the Municipal Periphery" in H. Synonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake, From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 159.
- Banting, K.G., "Federalism, Social Reform and the Spending Power" (1988) 14 Can. Pub. Pol. S81.
- Banting, K., "Political Meaning & Social Reform" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 163.
- Barker, P., "Medicare, Meech Lake and the Federal Spending Power" (1990) 5 Can. J.L. 111.

- Barrie, D., "Who Spoke for Canada?" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 143.
- Bastarache, M., « L'accord constitutionnel de 1987 et la protection des minorités francophones hors Québec » (1989) 34 R.D. McGill 119.
- Bastarache, M., « La clause relative à la dualité linguistique et la reconnaissance du Québec comme société distincte » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 33.
- Bastarache, M., « L'impact de l'entente du Lac Meech sur les minorités linguistiques provinciales » (1989) 38 U.N.B.L.J. 217.
- Beaudoin, G.A., « Les accords Meech-Langevin » (1989) 38 U.N.B.L.J. 227.
- Beaudoin, G.A., « Les accords Meech-Langevin » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 97.
- Beaudoin, G.A., « Les accords Meech-Langevin et la Charte de 1982 » dans G.A. Beaudoin, éd., *Vues canadiennes et européennes des droits et libertés*, Cowansville, Qué., Yvon Blais, 1989, 567.
- Beaudoin G.A., "Constitutionalizing Quebec's Protection at the Supreme Court and in the Senate" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 385.
- Bercuson, D., "Meech Lake: The Peace of the Graveyard" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 17.
- Bernier, I., "Meech Lake and Constitutional Visions" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 239.
- Bissonnette, L., "Quebec after Meech: On the Threshold" (1991) 2:2 Constitu. Forum 58.
- Blanche, P., « La portée des compétences linguistiques du Québec à la suite de l'accord Meech-Langevin » dans L. Gagné, éd., *L'Accord Meech-Langevin et les compétences linguistiques du Québec*, Québec, Conseil de la langue française, 1988, 7.
- Boadway, R.W. *et al.*, "The Economic Policy Implications of the Meech Lake Accord" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 225.

- Breton, R., "The Concepts of "Distinct society" and "Identity" in the Meech Lake Accord" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 3.
- Brown, M.C., "An Economic Perspective" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 131.
- Bruyère, L., "Aboriginal People and the Meech Lake Accord" (1988) *Can. Hum. Rts Y.B.* 49.
- Burgess, M., "Meech Lake: Whirlpool of Uncertainty or Ripples on A Millpond?" (1988) 3:1 *Brit. J. of Can. Studies* 15.
- Burnside, J.D., "Implications of Quebec's "Distinct Society" as Recognized in the Meech Lake Accord" (1988) 13 *Queen's L.J.* 29.
- Bzdera, A., « L'accord du Lac Meech et le nouveau mode de sélection des juges de la Cour suprême du Canada : une réforme chimérique ? » (1989) *Can. J.L.* 1.
- Cairns, A.C., "The Charter Interest Groups, Executive Federalism and Constitutional Reform" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 13.
- Cairns, A.C., "Citizens (Outsiders) and Governments (Insiders) in Constitution-Making: The Case of Meech Lake" (1988) 14 *Can. Pub. Pol.* S121.
- Cairns, A.C., "Citizens and their Charter: Democratizing the Process of Constitutional Reform" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 109.
- Cairns, A.C., "Federalism and the Provinces" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake, From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 45.
- Cairns, A.C., "The Limited Constitutional Vision of Meech Lake" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 247.
- Cairns, A.C., "Ottawa, the Provinces, and Meech Lake" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 105.
- Cairns, A.C., "Ritual, Taboo and Bias in Constitutional Controversies in Canada, or Constitutional Talk Canadian Style" (1990) 54 *Sask. L. Rev.* 121.

- Cairns, A.C., "Roadblocks in the Way of Constitutional Change" (1991) 2:2 *Constitu. Forum* 54.
- Canadian Association of Law Teachers, "Democratizing Our Legal System: The Case for Judicial Nominating Councils" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 391.
- Canadian Ethnocultural Council, "A Dream Deferred: Collective Equality for Canada's Ethnocultural Communities" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 335.
- Chamberlain, J.E., "Aboriginal Rights and the Meech Lake Accord" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 11.
- Chevrette, F., « Contrôler le pouvoir fédéral de dépenser : un gain ou un piège ? » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 153.
- Cook, R., "Alice in Meechland or The Concept of Quebec as 'A Distinct Society'" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 147.
- Cook, R., "Alice in Wonderland or Quebec as 'A Distinct Society'" in C. Thomson, ed., *Navigating Meech Lake: The 1987 Constitutional Accord* (Kingston: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1988) 53.
- Courchene, T.J., "Forever Amber" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 33.
- Courchene, T.J., "Meech Lake and Federalism: Accord or Discord?" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 121.
- Courchene, T.J., "Meech Lake and Socio-Economic Policy" (1988) 14 *Can. Pub. Pol.* S63.
- Coyne, D., "The Meech Lake Accord and the Spending Power Proposals: Fundamentally Flawed" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 245.
- Craven, G., "Canada and Quebec Playing Constitutional Chicken: The View From an Australian Pedestrian" (1991) 2:2 *Constitu. Forum* 61.
- Danson, T.S.B., "Nothing But Tears: The 1987 Constitutional Accord" (1988) 13 *Queen's L.J.* 110.

- Décary, R., « L'Accord du Lac Meech et la Cour suprême du Canada » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 89.
- Duplé, N., « L'Accord du Lac Meech : les inquiétudes féministes sont-elles fondées ? » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 65.
- Dupré, J.S., "Section 106A and Federal-Provincial Fiscal Relations" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 272.
- Dupré, J.S., "Section 106A and Federal-Provincial Fiscal Relations" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 203.
- Eberts, M., "The Constitution, the Charter and the Distinct Society Clause: Why Are Women Being Ignored?" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 302.
- Elman, B.P. & McLellan, A.A., "Canada after Meech" (1991) 2:2 *Constitu. Forum* 63.
- Elton, D., "The Enigma of Meech Lake for Senate Reform" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 397.
- Elton, D., "The Enigma of Meech Lake for Senate Reform" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 23.
- Erasmus, G., "Native Rights" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 179.
- Fédération des femmes du Québec, "Are Women's Rights Threatened by the Distinct Society Clause?" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 295.
- Felske, L., "Fractured Mirror: The Importance of Region and Personalities in English Language Newspaper Coverage of Meech Lake" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 247.
- Fontaine, Y., « Et les francophones hors-Québec, eux ? » dans G.A. Beaudoin, éd., *Vues canadiennes et européennes des droits et libertés*, Cowansville, Qué., Yvon Blais, 1989, 335.
- Forsey, E., "No!!" (1989) 38 *U.N.B.L.J.* 251.

- Fortin, P., "The Meech Lake Accord and the Federal Spending Power: A Good Maximum Solution" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 213.
- Foucher, P., « L'Accord du Lac Meech et les francophones hors Québec » (1988) Can. Hum. Rts Y.B. 3.
- Friesen, G., "Manitoba and the Meech Lake Accord" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 51.
- Gertner, E., "Supreme Court of Canada Reform" (1988) 9 Advocates Q. 129.
- Gibbins, R., "A Sense of Unease: The Meech Lake Accord and Constitution-Making in Canada" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 121.
- Gibson, D., "Not-so-white, the Ten Dwarfs and the Nine Wise Ones: A Constitutional Fairy-tale" (1989) 18 Man. L.J. 1.
- Gold, W.F., "Meech Mumbles" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 147.
- Grafstein, L., "Look Back in Anger: The 1987 Constitutional Accord Report of the Special Joint Committee of the Senate and the Houses of Commons" (1988) 46 U.T. Fac. L. Rev. 226.
- Greschner, D., "How Not to Drown in Meech Lake: Rules, Principles and Women's Equality Rights" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 55.
- Hall, T., "What are We? Chopped Liver? Aboriginal Affairs in the Constitutional Politics of Canada in the 1980s" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 423.
- Harney, J.P., « À la dérive sur le Lac Meech » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 207.
- Hawkes, D.C., *Aboriginal Peoples and Constitutional Reform: What Have We Learned?* (Kingston: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1989).
- Hawkins, R.E., "Meech Lake — The Reality of the Time Limit" (1989) 35 McGill L.J. 196.

- Hogg, P.W., "Analysis of the New Spending Provision" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 155.
- Jackel, S., "Women in the Aftermath of Meech Lake" (1991) 2:2 *Constitu. Forum* 43.
- Johnson, A.W., "The Meech Lake Accord and the Bonds of Nationhood" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 145.
- Johnson, R. & Blais A., "Meech Lake and Mass Politics: The 'Distinct Society' Clause" (1988) 14 *Can. Pub. Pol.* S25.
- Jones, V., "Beavers and Cats: Federal-Local Relations in the United States and Canada" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake, From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 88.
- Kallen, E., "The Meech Lake Accord": Entrenching a Pecking Order of Minority Rights" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 349.
- Kallen, E., "The Meech Lake Accord: Entrenching a Pecking Order of Minority Rights" (1988) 14 *Can. Pub. Pol.* S107.
- Kellas, H., "Managing Regional Development: The Case of the Greater Vancouver Regional District" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake, From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 154.
- Kruhlak, O.M., "Constitutional Reform and Immigration" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 201.
- Laforce, G., "Interpreting the Political Heritage of André Laurendeau" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 99.
- Laforest, G., "The Meaning and Centrality of Recognition" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 73.
- Lajoie, A., "The Federal Spending Power and Meech Lake" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 175.

- Lajoie, A., « L'impact des Accords du Lac Meech sur le pouvoir de dépenser » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 163.
- Lamarche, L., "Perspective féministe d'une certaine société distincte : les Québécoises et l'Accord du Lac Meech" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 21.
- Lane, W.T., "A Frame of Reference — After Entrenchment: The Consequences for Local Government" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake, From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 28.
- Leberman, W.P., "Charter Influences in Future Constitutional Reform" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 115.
- Leslie, P.M., "In Defence of the "Spirit of Meech Lake": Evaluating the Criticisms" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 483.
- Leslie, P.M., "Submission to the Special Joint Committee on the Senate and the House of Commons on the 1987 Constitutional Accord" in C. Thomson, ed., *Navigating Meech Lake: The 1987 Constitutional Accord* (Kingston: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1988) 8.
- Macdonald, R.A., "...Meech Lake to the Contrary Notwithstanding (Part I)" (1991) 29 Osgoode Hall L.J. 253.
- Macdonald, R.A., "...Meech Lake to the Contrary Notwithstanding (Part II)" (1991) 29 Osgoode Hall L.J. 483.
- Mackay, A.W., "Linguistic Duality and the Distinct Society in Quebec: Declarations of Sociological Fact or Legal Limits on Constitutional Interpretation?" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 65.
- Mahoney, K., « L'accord du lac Meech et les conséquences sur les droits des femmes » dans G.A. Beaudoin, éd., *Vues canadiennes et européennes des droits et libertés*, Cowansville, Qué., Yvon Blais, 1989, 349.
- Mahoney, K., "Women's Rights" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 159.
- Major, M.-F., « L'Entente du Lac Meech, le partage des pouvoirs en matière de pêcheries et le droit international » (1988) 26 Can. Y.B. Int'l L. 215.

- Martin, R., "The Charter and the Crisis in Canada" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 121.
- McConnell, W.H., "The Meech Lake Accord: Laws or Flaws?" (1988) 52 Sask. L. Rev. 115.
- McConnell, W.H., "The Meech Lake Accord: Laws or Flaws?" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 506.
- McCormick, P., "Senate Reform: Forward Step or Dead End?" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 33.
- McCormick, P., "Toward a Provincial Role in Judicial Appointments" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 45.
- McLellan, A.A., "The Constitutional Politics of Language" (1991) 2:2 Constitu. Forum 49.
- McMurtry, R.R., "Debate on Meech Lake Accord" in F.E. McArdle, ed., *Cambridge Lectures 1987* (Montreal: Yvon Blais, 1989) 225.
- Meekison, J.P., "The Meech Lake Accord: The End of the Beginning — Or the Beginning of the End?" (1990) 1:2 Constitu. Forum 13.
- Meekison, J.P., "Meech Lake and the Future of Senate Reform" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 113.
- Meisel, J., "The Constitutional Accord: An Introduction" in C. Thomson, ed., *Navigating Meech Lake: The 1987 Constitutional Accord* (Kingston, Ont.: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1988) 3.
- Meisel, J., "Mirror? Searchlight? Interloper?: The Media and Meech" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 147.
- Mercredi, O., "Aboriginal Peoples and the Constitution" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 219.
- Monahan, P.J., "After Meech Lake: An Insider's View" (1990) 22 Ottawa. L. Rev. 317.
- Morel, A., « La reconnaissance du Québec comme société distincte dans le respect de la Charte » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 55.

- Morin, J.Y., « Les blocages concertés de l'Accord constitutionnel de 1987 : la réforme des institutions et le nouveau mode d'amendement » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 123.
- Munro, G., "Constitutional Change in Canada: The Meech Lake Accord" (1989) 27 *Commonwealth and Comparative Politics* 201.
- Murray, L., "The Constitutional Politics of National Reconciliation" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 13.
- New Brunswick Aboriginal Peoples Council, "Brief to the Select Committee on the 1987 Constitutional Accord" (1989) 38 *U.N.B. L.J.* 295.
- New Brunswick Ad Hoc Committee on the Constitution, "A Brief Opposing the Meech Lake Accord" (1989) 38 *U.N.B. L.J.* 305.
- Oberlander, H.P., "Concluding Comments" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake, From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 178.
- Oberlander, H.P., "A Nation of Cities: The Urban Perspective" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake, From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 9.
- Orban, E., "Constitution and Regional Cleavages: a View From Quebec" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 89.
- O'Reilly, J., « L'accord du Lac Meech et les droits des autochtones » dans G.A. Beaudoin, éd., *Vues canadiennes et européennes des droits et libertés*, Cowansville, Yvon Blais, 1989, 365.
- Owram, D., "The Historical Context of Meech Lake" (1991) 2:2 *Constitu. Forum* 23.
- Palmer, H., "The Flaws of the Meech Lake Accord: An Alberta Perspective" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 37.
- Parel, A., "The Meech Lake Accord and Multiculturalism" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 171.

- Penikett, T., "Constitutionalizing Northern Canada's Colonial Status" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 457.
- Percy, M., "The Aftermath of Meech Lake: Implications for the Western Canadian Economy" (1991) 2:2 *Constitu. Forum* 35.
- Petter, A., "Meech Ado About Nothing? Federalism, Democracy and the Spending Power" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 187.
- Pocklington, T.C., "Some Drawbacks of the Politics of Constitutional Rights" (1991) 2:2 *Constitu. Forum* 42.
- Proulx, J.P., « Les normes périjuridiques dans l'idéologie québécoise et canadienne en matière de langue d'enseignement » (1988) 19 R.G.D. 209.
- Raboy, M., "Canadian Broadcasting, Canadian Nationhood: Two Concepts, Two Solitudes and Great Expectations" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 181.
- Rémillard, G., « L'Accord constitutionnel de 1987 et la Charte canadienne des droits et libertés » dans G.A. Beaudoin, éd., *Vues canadiennes et européennes des droits et libertés*, Cowansville, Qué., Yvon Blais, 1989, 325.
- Rémillard, G., « L'Accord constitutionnel de 1987 et le rapatriement du Québec au sein du fédéralisme canadien » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 189.
- Rémillard, G., "Quebec's Quest for Survival and Equality Via the Meech Lake Accord" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 28.
- Robertson, G., "The Global Challenge and Canadian Federalism" (1989) 32 *Can. Pub. Admin.* 124.
- Robertson, G., "What Future for Canada?" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 227.
- Roberts, B.A., *Beau fixe ou nuage à l'horizon ? L'Accord du Lac Meech jugé par les groupes féministes du Québec et du Canada*, Ottawa, Institut canadien de recherches sur les femmes, 1989.
- Rocan, P.C., "The 1987 Constitutional Accord and Federal-Provincial Relations" in R. Gibbins et al., eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing, 1988) 137.

- Russell, P.H., "Meech Lake and the Supreme Court" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 97.
- Russell, P.H., "The Supreme Court Proposals in the Meech Lake Accord" (1988) 14 Can. Pub. Pol. S93.
- Sancton, A., "Social Service Delivery at Relevant Government Levels" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake, From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 77.
- Schwartz, B., "Fathoming Meech Lake" (1988) 17 Man. L.J. 1.
- Schwartz, B., "Refashioning Meech Lake" (1989) 18 Man. L.J. 19.
- Scott, A., "The Accord and the Urban Economy" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake, from centre to periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 68.
- Scott, I., "After Meech Lake" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 251.
- Scott, I., "The Constitution as an Expression of Ideological Pluralism and Accommodation" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 53.
- Scott, S.A., « Le droit d'une province à une compensation raisonnable en cas de non-participation à un programme national à frais partagés et le débat sur le 'pouvoir fédéral de dépenser' » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 181.
- Scott, S.A., "'Meech Lake' and Quebec Society: 'Distinct' or Distinctive?" dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 41.
- Scott, S.A., "'Meech Lake' and Quebec Society: 'Distinct' or Distinctive?" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 161.
- Scott, S.A., "The Supreme Court of Canada and the 1987 Constitutional Accord" dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 131.
- Simeon, R., "Meech Lake and Shifting Conceptions of Canadian Federalism" (1988) 14 Can. Pub. Pol. S7.

- Simeon, R., "Meech Lake and Visions of Canada" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 295.
- Simeon, R., "Political Pragmatism Takes Precedence Over Democratic Process" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 125.
- Slattery, B., "The Constitutional Priority of the Charter" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 81.
- Smith, J., "Political Vision and the 1987 Constitutional Accord" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 271.
- Smith, L., "Could the Meech Lake Accord Affect the Protection of Equality Rights for Women and Minorities in Canada?" (1990) 1:2 *Constitu. Forum* 12.
- Smith, L., "The Distinct Society Clause in the Meech Lake Accord: Could it Affect Equality Rights for Women?" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 35.
- Smith, P.J., "Local-Federal Government Relations: Canadian Perspectives, American Comparisons: A View through a Kaleidoscope" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 127.
- Smith, R., "Constitutional Reform: Does Economic Efficiency Fit In?" (1991) 2:2 *Constitu. Forum* 38.
- Swinton, K., "Competing Visions of Constitutionalism: Of Federalism and Rights" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 279.
- Symonds, H., "The Discussion Session" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 165.
- Symons, G., "Ideology and Social Change: Meech Lake and National Identity" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 55.

- Taras, D., "How Television Transformed the Meech Lake Negotiations" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 169.
- Taras, D., "Meech Lake and Television News" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 219.
- Taras, D., "Television and Public Policy: The CBC's Coverage of the Meech Lake Accord" (1989) 15 Can. Pub. Pol. 322.
- Tarrow, N., "A Quebec Round — A Bureaucrat's Perspective" in A. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 17.
- Taylor-Browne, K., "The Francophone Minority" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 185.
- Thomson, D.C., "Quebec and Meech Lake" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 91.
- Tremblay, A., « Le cheminement vers les Accords Meech-Langevin : rappel de quelques étapes » dans G.A. Beaudoin, éd., *Vues canadiennes et européennes des droits et libertés*, Cowansville, Qué., Yvon Blais, 1989, 315.
- Tremblay, G., « La réforme des institutions et de la formule d'amendement dans l'Accord du Lac Meech » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 79.
- Trepanier, M.-A., "Local Government Reorganization in Quebec: Cause and Effect" in H. Symonds & H.P. Oberlander, eds, *Meech Lake From Centre to Periphery: The Impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian Settlements: A Speculation* (Vancouver: Centre for Human Settlements, University of British Columbia, 1988) 144.
- Trimble, L., "The Meech Lake Accord and the Future of the Welfare State" (1991) 2:2 Constitu. Forum 32.
- Trudeau, P.E., "Say Goodbye to the Dream of One Canada" in R. Gibbins *et al.*, eds, *Meech Lake and Canada: Perspectives from the West* (Edmonton: Academic Printing Publishing Inc., 1988) 65.

- Trudeau, P.E., "Who Speaks for Canada?: Defining and Sustaining a National Vision" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 60.
- Tupper, A., "Meech Lake and Democratic Politics: Some Observations" (1991) 2:2 *Constitu. Forum* 26.
- Tupper, A., "Review Article: Thinking and Writing about Meech Lake" (1991) 29 *Alta. L. Rev.* 310.
- Turpel, M.E. & Monture, P.A., "Ode to Elijah: Reflections of Two First-Nations Women on the Rekindling of Spirit at the Wake for the Meech Lake Accord" (1990) 15 *Queen's L.J.* 345.
- Vipond, R.C., "Whatever Became of The Compact Theory? Meech Lake and the New Politics of Constitutional Amendment in Canada" (1989) 96 *Queen's Q.* 793.
- Wells, C.K., "The Case for a Constitutional Convention" (1991) 2:2 *Constitu. Forum* 69.
- Whyte, J.D., "The 1987 Constitutional Accord and Ethnic Accommodation" in K.E. Swinton & C.J. Rogerson, eds, *Competing Constitutional Visions* (Toronto: Carswell, 1988) 263.
- Whyte, J.D., "The Future of Canada's Constitutional Reform Process" in D.E. Smith & J.C. Courtney, eds, *After Meech Lake* (Saskatoon: Fifth House, 1991) 237.
- Whyte, J.D., "More Than Small Change: The Meaning of Meech Lake for the Canadian Polity" (1989) 38 *U.N.B. L.J.* 279.
- Whyte, J.D., "Submissions to the Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons on the 1987 Constitutional Accord" in C. Thomson, ed., *Navigating Meech Lake: The 1987 Constitutional Accord* (Kingston: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1988) 29.
- Woehrling, J., « L'accord du Lac Meech et l'application de la Charte canadienne des droits et libertés » dans G.A. Beaudoin, éd., *Vues canadiennes et européennes des droits et libertés*, Cowansville, Qué., Yvon Blais, 1989, 377.
- Woehrling, J., "A Critique of the Distinct Society Clause's Critics" in M.D. Behiels, ed., *The Meech Lake Primer* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1989) 171.
- Woehrling, J., « Les clauses de l'Accord relatives à la dualité linguistique et la reconnaissance du Québec comme 'société distincte' » dans Thémis, éd., *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech*, Montréal, Thémis, 1988, 11.

- Woehrling, J., « La modification constitutionnelle de 1987, la reconnaissance du Québec comme société distincte et la dualité linguistique du Canada » (1988) 29 C. de D. 3.
- Woehrling, J., « La modification constitutionnelle de 1987 et la portée des compétences du Québec en matière d'emploi des langues » dans L. Gagné, éd., *L'Accord Meech-Langevin et les compétences linguistiques du Québec*, Québec, Service des communications, Conseil de la langue française, 1988, 47.
- Woehrling, J., « La reconnaissance du Québec comme société distincte et la dualité linguistique au Canada : conséquences juridiques et constitutionnelles » (1988) 14 Can. Pub. Pol. S43.
- Woehrling, J., « L'échec de l'Accord du Lac Meech et l'avenir constitutionnel du Canada » dans *Le Canada au seuil du 21^{ème} siècle : réflexions européennes sur l'avenir du Canada/Canada on the Threshold of the 21st Century: European Reflections upon the Future of Canada* (Communications présentées à la première conférence pan-européenne des études canadiennes, La Haye, Pays-Bas, 24-27 octobre 1991), Amsterdam/Philadelphia, John Benjamins Publishing Co., 1991, 383.
- Woehrling, J., « La tentative de modification constitutionnelle de 1987, la reconnaissance du Québec comme société distincte et la dualité linguistique du Canada » (1990) 39 Jahrlrich des Öffentlichen Rechts 537.